

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/SPEC/RUS/20

23 mai 2001

(01-2627)

**Groupe de travail de  
l'accession de la Fédération de Russie**

Original: anglais

## **ACCESSION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE**

### Aperçu du régime actuel de politique commerciale de la Fédération de Russie

#### Note de la Fédération de Russie

Cette contribution a pour objet de fournir aux membres concernés du Groupe de travail et à la délégation de Russie une base de discussion ciblée sur les éléments spécifiques du régime de politique commerciale de la Russie pour la prochaine réunion du Groupe de travail prévue les 26 et 27 juin 2001.

---

## **HISTORIQUE**

1. En juin 1993, le gouvernement de la Fédération de Russie a demandé à accéder à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT de 1947). À sa réunion du 8 juillet 1993, le Conseil des représentants du GATT a établi un groupe de travail chargé d'examiner la demande présentée par le gouvernement de la Fédération de Russie en vue d'accéder à l'Accord général au titre de l'article XXXIII. Conformément à la Décision ministérielle du 14 avril 1994 sur l'acceptation de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et à la décision du 31 mai 1994 du Comité préparatoire pour l'OMC, le Groupe de travail a examiné la demande d'accession à l'OMC du gouvernement de la Fédération de Russie. À la suite de l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC le 1<sup>er</sup> janvier 1995 et en application de la décision adoptée par le Conseil général de l'OMC le 31 janvier 1995, le Groupe de travail du GATT de 1947 a été transformé en Groupe de travail de l'accession à l'OMC au titre de l'article XII de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC. Le Groupe de travail s'est réuni du 17 au 19 juillet 1995, du 4 au 6 décembre 1995, les 30 et 31 mai 1996, le 15 octobre 1996, le 15 avril 1997, les 22 et 23 juillet 1997, du 9 au 11 décembre 1997, le 29 juillet 1998, les 16 et 17 décembre 1998 et le 25 mai 2000 sous la présidence de S.E. M. W. Rossier (Suisse) et le 18 décembre 2000 sous la présidence de S.E. M. K. Bryn (Norvège).

## **Documentation**

2. La Fédération de Russie a présenté aux membres du Groupe de travail un Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur de la Fédération (L/7410), a répondu aux questions posées par les membres au sujet de son régime de commerce extérieur (voir en particulier les documents WT/ACC/RUS/2 et Corr.1, WT/ACC/RUS/4, WT/ACC/RUS/9 et Corr.1, WT/ACC/RUS/13, WT/ACC/RUS/17 et Corr.1, WT/ACC/RUS/23, WT/ACC/RUS/25, WT/ACC/RUS/30, WT/ACC/RUS/38) et a fourni d'autres renseignements repris dans le document WT/ACC/RUS/11/Rev.11 (pour les textes législatifs et autres documents, voir le document de référence <sup>1</sup>). La Fédération de Russie était observateur auprès du GATT de 1947 depuis janvier 1992 lorsque la Russie a repris le statut d'observateur de l'ancienne URSS et, à ce titre, a été témoin de l'heureuse conclusion du Cycle d'Uruguay dont elle a suivi la mise en œuvre. Depuis sa demande d'accession à l'OMC et dans le cadre de la réforme de son régime de commerce extérieur, la Fédération de Russie a adopté progressivement des lois et réglementations compatibles avec les règles et disciplines multilatérales de l'OMC. À la suite des efforts concertés du gouvernement pour encourager le libre jeu des forces du marché et l'esprit d'entreprise et pour faciliter les investissements étrangers, l'économie de la Fédération de Russie s'est orientée vers une stabilisation et une croissance économiques accrues. Le gouvernement a également fait des efforts importants pour combattre l'inflation et contrôler la situation budgétaire du pays. La participation à l'Organisation mondiale du commerce est par conséquent un élément manquant important de la politique commerciale de la Fédération de Russie. Être Membre de l'OMC est l'une des priorités du programme de réformes économiques du gouvernement.

## **POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

### **Politique monétaire et budgétaire**

3. La politique économique actuelle vise à atteindre la stabilité budgétaire et monétaire. Le déficit budgétaire a été réduit et a finalement été éliminé grâce à une réduction des dépenses et une augmentation des recettes. Du côté des recettes, un système renouvelé de base d'imposition, accompagné d'instruments de recouvrement de l'impôt plus efficaces, notamment l'introduction de la Partie 1 du nouveau Code fiscal n° 146-FZ du 31 juillet 1998 (modifié les 30 mars, 9 septembre 1999 et 2 janvier 2000) et de la Partie 2 n° 117-FZ du 5 août 2000 (modifiée le 29 décembre 2000) met le système fiscal de la Russie en conformité avec les prescriptions y relatives de l'OMC. La politique monétaire actuelle de la Fédération de Russie vise à maintenir un niveau de stabilité monétaire adéquat pour assurer la stabilité des prix, objectif que le pays s'efforce d'atteindre en contrôlant la

---

<sup>1</sup> Les documents de référence 1 à 14 sont reproduits dans le document WT/ACC/SPEC/RUS/21.

croissance de la masse monétaire, en consolidant les réserves de devises étrangères et en réduisant en même temps les restrictions de change.

### **Régime des changes et systèmes de paiements**

4. La Fédération de Russie, en tant que membre du Fonds monétaire international depuis 1992, suit des règles monétaires internationalement acceptées. La monnaie nationale – le rouble (qui équivaut à 100 kopecks) – se convertit à des taux dépendant des taux du marché des changes fondés sur l'offre et la demande. La Fédération de Russie a accepté les engagements énoncés aux sections 2, 3 et 4 de l'article VIII des Statuts du Fonds monétaire international. Les paiements courants relevant des dispositions spécifiques de la législation sur les changes, conformément aux Statuts du Fonds monétaire international, ne font pas l'objet de restrictions. Les transferts vers l'extérieur de recettes et autres produits d'investissements étrangers ne sont pas restreints mais les transferts de recettes et autres produits d'investissements étrangers en titres d'État font l'objet d'une procédure de confirmation par la Banque centrale. La Fédération de Russie applique des mesures de réglementation et de contrôle des changes qui en elles-mêmes ne constituent pas une limitation du commerce des marchandises et des services, dans le cadre de sa politique de lutte contre les transferts illégaux de capitaux et pour maintenir l'intégrité du système financier du pays. De plus, les procédures liées à la mise en œuvre des mesures de réglementation et de contrôle des changes n'ont pas pour but de soustraire la Fédération de Russie à ses futurs engagements dans le cadre des Accords de l'OMC.

5. Les recettes d'exportation font l'objet de prescriptions de rapatriement dans le cadre du système de réglementation et de contrôle des changes. Il n'y a pas de subventions aux achats et ventes de devises. Les frais de transactions de vente et d'achat de devises sont déterminés librement par le marché, par exemple par les banques commerciales. La taxe à l'achat des devises est de 1 pour cent. L'interconnexion entre les mesures prises dans le domaine des changes est nécessaire pour stabiliser le service de la dette extérieure.

### **Régime des investissements**

6. Bien que la politique en matière d'investissement ne relève pas en soi des dispositions de l'OMC, la Russie a fourni des renseignements dans les paragraphes suivants, étant donné l'importance de cette politique dans l'élaboration de la politique économique globale du pays.

7. Les dispositions de base concernant les activités des investisseurs étrangers figurent dans la Constitution de la Fédération de Russie adoptée le 12 décembre 1993, dans la Partie 1 n° 51-FZ du Code civil du 30 novembre 1994, dans la Partie 2 n° 14-FZ du 26 janvier 1996 (modifiée le 20 février, le 12 août 1996, le 24 octobre 1998, le 8 juillet, le 17 décembre 1999) et dans un certain nombre

d'autres actes législatifs comme la Loi fédérale n° 160-FZ du 9 juillet 1999 sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie, la Loi fédérale n° 39-FZ du 25 février 1999 sur les investissements dans la Fédération de Russie sous forme d'investissements de capitaux (modifiée le 2 janvier 2000) et la Loi fédérale n° 225-FZ du 30 décembre 1997 sur les accords de partage de la production (modifiée le 7 janvier 1997).

8. Le gouvernement de la Fédération de Russie a confié au Ministère du développement économique et du commerce une large gamme de responsabilités dans le domaine de l'investissement étranger, comme par exemple un rôle de coordination des activités correspondantes des organismes fédéraux et régionaux, l'organisation des appels d'offres, les accords de concession, les accords de partage de la production et les accords bilatéraux en matière d'investissement.

9. Un programme fédéral adopté par la Résolution n° 1016 du 13 octobre 1995 du gouvernement sur un programme complexe d'encouragement des investissements étrangers et intérieurs dans l'économie a été mis en place pour encourager les investissements. Des programmes similaires ont aussi été mis en place pour attirer les investissements étrangers et nationaux dans les régions russes, en tenant compte des conditions et de l'expérience locales. Les actes législatifs russes mentionnés ci-dessus prévoient des garanties correctes pour protéger les droits et intérêts des investisseurs étrangers dans le cadre de la légalisation nationale sur les investissements et en conformité avec les traités internationaux signés par la Fédération de Russie.

### **Propriété d'État et privatisation**

10. Bien que la politique de privatisation ne relève pas en soi des dispositions de l'OMC, la Russie a estimé que dans un but de transparence, il pourrait être intéressant pour les membres du Groupe de travail de regarder de plus près cette partie importante de la politique économique interne de la Russie (pour de plus amples informations sur les procédures de privatisation de la Fédération de Russie, voir le document de référence 2).

### **Politiques des prix**

11. Le principal objectif de la politique économique poursuivie par les autorités est d'introduire le principe de la libre fixation des prix sur la base de l'offre et de la demande. Par conséquent, les prix, dans la plus grande partie des secteurs de l'économie russe, sont fixés librement par les forces du marché, s'équilibrant ainsi entre l'offre et la demande.

12. Les prix dans les secteurs où il existait des monopoles naturels (à savoir, le secteur du gaz naturel, de l'énergie électrique et thermique, du pompage, du transbordement et du stockage du

pétrole, les transports ferroviaires, les services des terminaux de transport, les ports maritimes et fluviaux, les aéroports, les services de communications électriques et postales accessibles de manière générale) ou pour des produits achetés exclusivement ou principalement par l'État, produits destinés à la défense par exemple, sont fondés sur les coûts de production et établis de façon à éviter les abus de position de monopole par le producteur et/ou le fournisseur. De plus, en matière de transports aériens, routiers et fluviaux impliquant des groupes de transporteurs en concurrence, ces derniers sont eux-mêmes libres de fixer leurs prix dans les limites des marges bénéficiaires établies. Les gouvernements régionaux réglementent les prix des produits et des services classés comme monopoles naturels locaux. Ceux-ci comprennent le gaz et les combustibles solides vendus à la population, le transport des voyageurs et des bagages par tous les moyens de transport publics sur les réseaux de transport municipaux, les services communaux aux ménages, la distribution de l'eau et les systèmes d'égouts. Au niveau du gouvernement local, les prix de l'énergie électrique fournie par les centrales électriques régionales sont réglementés, ainsi que les prix de tous les moyens de transport des banlieusards (sauf les chemins de fer), les services communaux pour la population (y compris les loyers) et les services publics. Des prix fixes sont établis pour ces produits et services.

13. Le Décret n° 221 du 28 février 1995 du Président de la Fédération de Russie sur les mesures permettant de simplifier la réglementation des prix (tarifs) (modifié le 8 juillet 1995) et la Résolution n° 239 du 7 mars 1995 du gouvernement de la Fédération sur les mesures permettant de simplifier la réglementation des prix (tarifs) (modifiée le 8 février, le 15 avril, le 31 juillet 1996, le 30 juin 1997, le 30 juillet, le 28 décembre 1998 et le 6 février 2001) définissent les grands principes de la réglementation des prix (tarifs) sur le marché intérieur, appliquée par le gouvernement de la Fédération de Russie, les autorités fédérales et les organes exécutifs infrafédéraux pour les types concrets de marchandises et de services (voir aussi le document de référence 3).

### **Politique de la concurrence**

14. Le gouvernement attache une grande importance à la politique de la concurrence. Notant qu'elle ne fût pas totalement couverte par les dispositions actuelles de l'OMC, la Fédération de Russie a suivi étroitement les travaux du Groupe de travail de l'interaction du commerce et de la politique de la concurrence de l'OMC. Le programme du gouvernement fédéral intitulé "Programme national pour le démantèlement des monopoles dans le domaine économique et pour le renforcement de la concurrence sur les marchés de la Fédération de Russie" adopté par la Résolution n° 191 du gouvernement du 9 mars 1994 (modifiée le 4 septembre 1995 et le 15 mai 1998) a été élaboré pour décentraliser la production et créer des conditions favorables pour améliorer la concurrence. Des programmes similaires ont aussi été élaborés au niveau régional. Le but fondamental de la politique de la concurrence est de promouvoir et de maintenir autant que possible une concurrence

interentreprises saine sur les marchés. Pour ce faire, il existe principalement deux méthodes: premièrement, on peut s'attaquer aux structures des marchés et aux pratiques commerciales anticoncurrentielles qui gênent la concurrence par l'application de la Loi antimonopole; deuxièmement, il a fallu réduire ou supprimer les mesures maintenues par les organes exécutifs fédéraux ou régionaux qui posaient des obstacles non nécessaires au développement économique et à la concurrence.

15. Des lois fédérales ont été adoptées, notamment la Loi fédérale n° 948-1 du 22 mars 1991 sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base (modifiée le 24 juin 1992, le 25 mai 1995 et le 2 janvier 2000), la Loi fédérale sur les amendements et les suppléments à la Loi fédérale sur la protection des droits des consommateurs, le Code de la RSFSR sur les infractions administratives n° 2-FZ du 9 janvier 1996 (modifié le 17 décembre 1999), la Loi fédérale n° 117-FZ du 29 décembre 1999 sur la protection de la concurrence dans le marché des services financiers, la Résolution du gouvernement n° 994 du 7 mars 2000 sur les conditions du contrôle antimonopole sur le marché des services financiers et l'adoption des principes de détermination des transactions et de limites des services financiers. La législation russe en vigueur porte par conséquent sur tous les éléments de base du contrôle des pratiques anticoncurrentielles des ententes (fixation des prix et de la production, etc.), sur l'abus de position dominante (obstruction de l'accès au marché, prix excessifs, etc.), sur la concentration économique (fusions et acquisitions, etc.). Un autre élément important de la législation antimonopole est la lutte contre la concurrence déloyale. Le ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien à l'esprit d'entreprise est chargé de la politique nationale en matière de concurrence.

16. Les principales fonctions du ministère chargé de la politique antimonopole et du soutien de l'esprit d'entreprise consistent à prendre l'initiative des textes législatifs relatifs aux mesures antimonopole, à mettre au point et à appliquer les mesures de démantèlement des monopoles de production et de distribution, à veiller au respect des dispositions antimonopole lors de la création, de la réorganisation et de la liquidation d'entreprises économiques et à empêcher les ententes et l'abus de position dominante sur certains marchés. Le ministère procède à l'examen préliminaire des projets de création ou de fusion d'unions, associations, consortiums, groupements d'entreprises de différentes branches de production et de groupements régionaux d'entreprises. L'une des fonctions du ministère consiste à lutter contre les préférences accordées à un ou plusieurs acteurs économiques, ce qui les place en meilleure position par rapport aux autres acteurs économiques. Au cours de l'année 2000, le ministère chargé de la politique antimonopole de la Russie a examiné 6 510 plaintes portant sur des violations; dans 5 077 cas (78 pour cent), le ministère a fait la preuve de la violation, dans 1 764 cas, les violations ont été supprimées ou d'autres mesures administratives ont été prises et dans 3 441 cas, des sanctions ont été infligées.

## **CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES**

### **Branches du pouvoir d'État, structure fédérale et délimitation de la compétence entre les autorités fédérales et infrafédérales**

17. Conformément à la Constitution, le pouvoir d'État est exercé par le Président de la Fédération de Russie, l'Assemblée fédérale (le Conseil fédéral et la Douma), le gouvernement et les tribunaux.

18. Le Président de la Fédération de Russie est le chef de l'État. C'est lui qui détermine les grandes orientations de la politique intérieure et extérieure de l'État. Dans l'attente d'une résolution en la matière par le tribunal compétent, le Président a le droit de suspendre l'application des actes des organes exécutifs des "collectivités territoriales"<sup>2</sup> de la Fédération de Russie s'ils ne sont pas conformes à la Constitution, aux lois fédérales et aux engagements internationaux de la Fédération de Russie.

19. L'Assemblée fédérale (le Parlement de la Fédération de Russie) est l'autorité représentative et législative de la Fédération. Elle se compose de deux chambres: le Conseil fédéral et la Douma. Le Conseil fédéral comprend deux représentants de chaque collectivité territoriale de la Fédération: l'un appartenant à l'organe législatif et l'autre à l'organe exécutif de l'État. L'ordre de la formation du Conseil fédéral est aussi déterminé par la Loi fédérale n° 113-FZ du 5 août 2000 sur l'ordre de formation du Conseil fédéral de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie. La Douma se compose de 450 députés élus pour quatre ans. La formation de la Douma est déterminée par la Loi fédérale n° 121-FZ du 21 juin 1999 sur l'élection des députés à la Douma.

20. Les deux chambres interviennent, entre autres, dans l'adoption des lois fédérales sur le budget fédéral, les redevances et impôts fédéraux, les réglementations en matière de finances, de monnaie, de crédit et de douanes et autres questions monétaires, et dans la ratification et la dénonciation des traités et des accords internationaux de la Fédération de Russie.

21. Le pouvoir exécutif en Russie est exercé par le gouvernement de la Fédération. Le gouvernement, entre autres, assure la mise en œuvre dans la Fédération d'une politique commerciale, financière, monétaire et de crédit unique, la mise en œuvre de la politique extérieure, l'application des mesures requises pour assurer la prééminence du droit ainsi que l'établissement des droits de douane.

---

<sup>2</sup> D'après l'article 5 1) de la Constitution de la Fédération de Russie, le terme "collectivités territoriales" de la Fédération de Russie comprend les républiques, les régions, les oblasts, les villes d'importance fédérale, les régions autonomes et les zones autonomes. L'article 65 de la Constitution contient la liste exhaustive des "collectivités territoriales".

22. Le droit d'initiative des projets de loi est exercé par le Président de la Fédération, le Conseil fédéral, les membres du Conseil fédéral, les députés de la Douma, le gouvernement de la Fédération et les organes législatifs des collectivités territoriales. Ce droit est aussi dévolu à la Cour constitutionnelle, à la Cour suprême, au Tribunal suprême d'arbitrage de la Fédération pour les questions de leur ressort.

23. Le système judiciaire de la Fédération de Russie a été institué par la Constitution et par les Lois constitutionnelles fédérales n° 1-FKZ du 31 décembre 1996 sur le système judiciaire de la Fédération de Russie, n° 1-FKZ du 21 février 1994 sur la Cour constitutionnelle de la Fédération (modifiée le 8 février 2001), n° 1-FKZ du 28 avril 1995 sur les tribunaux d'arbitrage de la Fédération. Le pouvoir judiciaire est exercé au moyen de procédures judiciaires, constitutionnelles, civiles, administratives et pénales. Dans la Fédération de Russie, la justice est administrée par les seuls tribunaux.

24. Les Républiques de la Fédération de Russie ont leurs constitutions et leurs législations propres. Les territoires, les régions, les villes d'importance fédérale, les régions autonomes et les zones autonomes ont leurs chartes et leurs législations. La législation des collectivités territoriales de la Fédération ne doit pas être en contradiction avec la législation fédérale adoptée dans le domaine de compétence de la Fédération et de compétence conjointe de celle-ci et de ses collectivités territoriales.

25. La Constitution définit avec précision la compétence de la Fédération et la compétence conjointe de celle-ci et de ses collectivités territoriales.

26. La compétence de la Fédération de Russie comprend, entre autres, l'établissement des principes de la politique fédérale et des programmes fédéraux en matière de développement national, économique, écologique, social et culturel de la Fédération; la mise en place de groupes légaux pour un marché unique ainsi que la réglementation financière, monétaire, de crédit et des douanes, les questions monétaires, les principes de la politique des prix; des services économiques fédéraux, y compris les banques fédérales, le budget fédéral, les redevances et impôts fédéraux, les fonds fédéraux de développement régional, la politique extérieure et les relations de la Fédération, les traités et accords internationaux, les questions de guerre et de paix, les relations économiques extérieures, les systèmes de pouvoirs fédéraux, l'ingénierie de l'énergie nucléaire, les matériaux de fission, le transport fédéral, les chemins de fer, l'information et les télécommunications, les activités spatiales.

27. La compétence conjointe de la Fédération de Russie et de ses collectivités territoriales comprend, entre autres, la propriété, l'utilisation et l'élimination des ressources foncières et minérales, des ressources en eau et autres ressources naturelles, la délimitation de la propriété de l'État, l'établissement de principes généraux régissant la fiscalité et le prélèvement de droits dans la



Fédération, la coordination des relations économiques internationales des collectivités territoriales et le respect des traités internationaux signés par la Fédération de Russie.

28. Les principes et les règles généralement reconnus du droit et des traités internationaux auxquels la Fédération de Russie est partie font partie intégrante de son système juridique. Si un traité international auquel la Fédération est partie prévoit d'autres règles que celles énoncées par la législation intérieure de la Fédération, les règles du traité international s'appliquent.

29. Conformément à l'article 3 de la Loi fédérale n° 157-FZ du 13 octobre 1995 sur la réglementation des activités de commerce extérieur (modifiée les 8 juillet 1997 et 10 février 1999), le commerce extérieur est régi par la Constitution, par les lois fédérales et autres instruments juridiques, ainsi que par les traités internationaux auxquels la Fédération de Russie est partie. L'article 6 de cette loi prévoit, entre autres, la compétence de la Fédération pour élaborer les principes et la stratégie du développement des relations de commerce extérieur et les principes de base de la politique en la matière; pour assurer la sécurité économique et la protection de la souveraineté économique et des intérêts économiques de la Fédération, ainsi que les intérêts économiques des citoyens russes, et pour conclure les traités internationaux dans le domaine des activités économiques extérieures.

30. La Loi fédérale n° 4-FZ du 2 décembre 1998 sur la coordination des liens économiques internationaux et extérieurs des collectivités territoriales de la Fédération de Russie accorde, entre autres, aux régions le droit de négocier et de conclure des accords avec leurs partenaires en matière de relations économiques internationales et extérieures. Ces accords ne peuvent pas être en contradiction avec la législation fédérale et les engagements internationaux de la Fédération de Russie. La loi fait obligation aux collectivités territoriales d'aviser les autorités fédérales compétentes avant de commencer des négociations et établit une procédure d'approbation préalable du projet de texte de l'accord par les autorités fédérales compétentes. Les accords conclus par les collectivités territoriales de la Fédération ne sont pas considérés comme des traités internationaux.

31. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus, le droit de conclure des traités internationaux relève de la compétence de la Fédération. Mais si un traité international auquel la Fédération de Russie est partie a une incidence sur la compétence des collectivités territoriales de la Fédération, ce traité doit être conclu en coordination avec les organes dirigeants des collectivités territoriales concernées. Cette règle est prévue par la Loi fédérale n° 101-FZ du 15 juillet 1995 sur les traités internationaux de la Fédération de Russie. S'agissant des traités internationaux qui touchent à la compétence conjointe de la Fédération et de ses collectivités territoriales, la loi précise que les organismes exécutifs fédéraux doivent communiquer les principales dispositions ou le projet de futur traité aux organes dirigeants de

la collectivité territoriale intéressée. Les propositions reçues des collectivités territoriales sont prises en considération pendant la préparation du projet de traité international.

32. Toute décision administrative sur des questions visées par l'Accord instituant l'OMC peut faire l'objet d'un appel. En fonction de la question concernée, les appels peuvent être faits auprès du gouvernement ou de son organe qui contrôle l'activité de l'organisme chargé de cette décision, ou encore auprès du tribunal compétent.

## **MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES**

### **Prescriptions en matière d'enregistrement**

33. La suppression du monopole d'État du commerce extérieur a été proclamée par le Décret présidentiel n° 213 du 15 novembre 1991 sur la libéralisation des activités économiques extérieures sur le territoire de la République socialiste fédérale soviétique russe (modifié le 27 octobre 1992), en vertu duquel toutes les entreprises ont le droit de mener des activités économiques avec l'étranger, quel que soit leur mode de propriété. Ce principe a été ultérieurement confirmé par le Code civil et par la Constitution de la Fédération de Russie. L'État n'a pas restreint le droit des personnes ou des entités à importer ou exporter.

34. Les droits de commercer sur le territoire de la Russie ont été en outre définis par l'adoption le 13 octobre 1995 de la Loi fédérale n° 157-FZ sur la réglementation par l'État des activités de commerce extérieur. Cette loi (articles 10 et 2) autorise toute personne morale et physique enregistrée dans la Fédération à entreprendre une activité économique extérieure, quel que soit son mode de propriété et sans aucune autorisation spéciale.

35. L'enregistrement des personnes physiques et morales en tant qu'entrepreneurs individuels obéit à l'article 51 du Code civil et au Décret présidentiel n° 1482 du 8 juillet 1994 sur la simplification de l'enregistrement des entreprises et des entrepreneurs dans le territoire de la Fédération de Russie. L'enregistrement d'une personne morale exige la remise d'une demande, le statut de la personne morale en question approuvée par ses fondateurs, une confirmation documentaire du versement d'au moins 50 pour cent du capital social de la société, et le certificat de paiement du droit perçu par l'État d'un montant de 252 roubles. L'enregistrement d'une personne physique exige une demande de la part de cette personne et un document confirmant le paiement des frais d'enregistrement d'un montant de 100 roubles. Il peut être fait appel d'un refus d'enregistrement par une procédure judiciaire. L'acte d'enregistrement permet à l'entreprise ou à l'entrepreneur individuel d'entreprendre une activité économique, y compris une activité économique extérieure.

36. La seule exception concerne l'importation et l'exportation de boissons alcooliques. En vertu de la Loi fédérale n° 173-FZ du 22 novembre 1995 "sur la réglementation par l'État de la production et des ventes d'alcool éthylique, de produits alcooliques et de produits contenant de l'alcool" (modifiée le 7 janvier 1999), les personnes physiques et morales souhaitant exercer une activité dans ces domaines doivent obtenir une licence professionnelle auprès des organismes du Ministère de l'économie après leur enregistrement. Les conditions et prescriptions à respecter par les entreprises et les entrepreneurs exerçant une activité dans ce domaine sont stipulées par les articles 18 à 21 de la loi. Les droits de licence prévus par la Loi fédérale n° 5-FZ sur les redevances pour la délivrance de licences régissant la production et les ventes d'éthanol et de produits alcooliques du 8 janvier 1998 sont les suivants.

**Structure des droits de licences pour la fabrication, le stockage, la vente en gros,  
l'exportation et l'importation de boissons alcooliques**

Type d'activité	Droits de licence (selon les salaires minimaux)	Équivalent en roubles
Fabrication et vente en gros de boissons alcooliques	500	50 000
Exportation de boissons alcooliques	100–500	10 000–50 000
Importation, stockage et vente en gros de boissons alcooliques	1 000–15 000	10 000–1 500 000

37. Toute entreprise ayant obtenu une licence professionnelle remplit les conditions requises pour obtenir des licences d'importation et d'exportation chaque fois qu'elle souhaite importer ou exporter des produits soumis à licence.

38. Toutes les agences fédérales concernées ont été adaptées à la loi pour se conformer aux règles de l'OMC.

39. La prescription en matière d'enregistrement des contrats à l'exportation avait été introduite par la Résolution gouvernementale n° 758 du 1<sup>er</sup> juillet 1994, elle a été entièrement abrogée par la Résolution gouvernementale n° 300 du 21 mars 1996. L'enregistrement des contrats d'importation n'a jamais été mis en pratique en Russie. Ainsi la Russie ne tient aucun registre spécial des contrats d'importation ou d'exportation.

**Réglementations douanières et tarif douanier**

40. La Russie a été un membre actif de l'Organisation mondiale des douanes avant même d'en devenir membre à part entière le 8 juillet 1993. Elle a signé la Convention internationale sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises le 1<sup>er</sup> janvier 1997. La Loi sur

le tarif douanier et le Code douanier fixent le cadre légal du régime douanier de la Russie. Le droit de recours contre des décisions des services douaniers est prévu, entre autres, par les articles 17 et 404 à 419 du Code douanier. Le Code douanier est appliqué, avec des changements mineurs, depuis 1993. Le nouveau projet de Code douanier contient des dispositions sur les procédures douanières et sur le système d'administration douanière qui sont pleinement conformes à l'Accord de l'OMC pertinent.

### **Droits de douane ordinaires**

41. La structure du tarif douanier est régie par la Loi sur le tarif douanier qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1994 (modifiée le 7 août, le 25 novembre et le 27 décembre 1995, le 5 février 1997, le 10 février et le 4 mai 1999, le 27 mai 2000). Les taux de droits de douane peuvent être modifiés par décision du gouvernement sur la base de propositions de la Commission gouvernementale sur la politique douanière et tarifaire et les mesures correctives commerciales, en tenant aussi compte des engagements internationaux de la Russie.

42. La Résolution gouvernementale n° 1560 du 27 décembre 1996 a introduit un système de désignation et de classification des marchandises fondé sur le SH96, remplaçant à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 le SH92 précédemment utilisé. Un nouveau système de désignation et de classification des marchandises entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002 sur la base du SH2002. Le tarif douanier comprend 11 032 lignes tarifaires. Une majorité significative des positions tarifaires est soumise à des droits *ad valorem*, mais 1 515 d'entre elles font l'objet de droits composites (mixtes) (*ad valorem* et droits spécifiques) et 76 sont soumises à des taux spécifiques (pommes, chocolat, bière et boissons alcooliques fortes). Les droits *ad valorem* et les équivalents *ad valorem* des taux combinés et spécifiques sont des multiples de cinq et vont de zéro à 30 pour cent, sauf pour les boissons alcooliques fortes.

**Structure tarifaire**

Taux de droit (pour cent)	Nombre de positions tarifaires
0	46
5	3 989
10	1 890
15	3 120
20	1 824
25	108
30	5
Plus de 30	50

**Taux de droits moyens pondérés en fonction des échanges**

Année	Pourcentage
1995	16,0
1996	17,7
1997	13,3
1998	12,8
1999	11,7
2000	11,4
2001(estimation)	10,7

43. Les taux de droits sont établis suivant les critères de base suivants: i) les droits sont le principal instrument de politique commerciale appliqué pour protéger la production industrielle et agricole intérieure; ii) les droits sont considérés comme des instruments à la fois de politique commerciale et de politique fiscale; iii) ils sont fonction du développement économique et, en particulier, de la restructuration technologique de l'économie. La version la plus récente du Tarif douanier de la Fédération de Russie a été introduite par la Résolution gouvernementale n° 148 du 22 février 2000 (modifiée le 27 novembre 2000) qui contient les taux NPF des droits d'importation pour l'ensemble des 11 032 lignes tarifaires. Les taux de droits applicables aux produits originaires de pays auxquels la Russie n'applique pas le traitement NPF sont deux fois plus élevés que le taux NPF. Les droits d'importation applicables aux produits originaires de pays jouissant du SGP russe et qui constituent leurs exportations traditionnelles sont fixés à 75 pour cent des taux NPF (sauf le sucre brut pour lequel un mécanisme de contingents tarifaires est utilisé).

44. Les produits à caractère saisonnier de par leur production ou leur consommation peuvent être soumis à des droits saisonniers à la place des droits d'importation de base. La durée d'application de ces droits saisonniers pendant une année civile ne peut pas dépasser six mois. La nature générale, la structure et les règles d'application de ces droits sont les mêmes que pour les droits d'importation de base.

45. La Résolution du gouvernement n° 886 du 27 novembre 2000 a révisé fortement à la baisse et nivelé les droits de douane (pour environ 3 500 positions tarifaires sur 11 032). À la suite de cette unification, les droits pour presque toutes les catégories de marchandises ont été regroupés sous des rubriques plus larges (matière premières, produits semi-finis, produits finis, denrées alimentaires) avec des niveaux de droits respectivement de 5, 10, 15 et 20 pour cent. Ces changements qui sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001, visaient à libéraliser l'importation en Russie de technologies et machines modernes, à lutter contre les pratiques douanières illégales et à améliorer l'efficacité du recouvrement des droits de douane.

#### **Contingents tarifaires, exemptions de droits**

46. La Loi sur le tarif douanier fournit le cadre légal nécessaire à l'établissement des contingents tarifaires dans le cadre des accords de libre-échange et du SGP. Ces contingents tarifaires peuvent être appliqués aux produits agricoles et industriels. En général, les contingents tarifaires permettent les importations en franchise de droits (ou avec des droits réduits). Les seuls contingents tarifaires actuellement en place (sur le sucre brut originaire des pays participant au SGP de la Russie) ont été ouverts par la Résolution du gouvernement n° 572 (27 juillet 2000) et ont été répartis selon un mécanisme d'enchères.

47. Des exemptions de paiement des droits de douane peuvent être accordées uniquement conformément aux dispositions de la Loi sur le tarif douanier. L'article 35 de cette loi établit la liste des marchandises non soumises à des droits: marchandises en transit, imprimés ou enregistrements relevant de la culture, de la science ou de l'éducation, éléments importés par les représentations diplomatiques et consulaires en Russie conformément à leurs besoins et exigences à des fins officielles, articles à usage personnel pour les voyages à l'étranger, marchandises destinées aux secours en cas de catastrophes et à des fins humanitaires, équipements industriels et autres liés à l'investissement étranger, etc. Des exemptions peuvent aussi être accordées en vertu des articles 34, 36 et 37 de la loi (engagements au titre d'accords internationaux) sur la base de contingents tarifaires, de préférences tarifaires, d'un accord de libre-échange et du SGP. Les exemptions tarifaires autres que celles prévues dans le cadre d'un accord de libre-échange ou du SGP sont appliquées sur une base NPF (voir aussi le document de référence 4).

#### **Autres droits et impositions**

48. La Russie n'applique pas actuellement aux importations de droits et d'impositions autres que les droits ordinaires et les impositions pour services rendus.

## Redevances et impositions pour services rendus

49. Les redevances pour les services douaniers sont fixées conformément à l'article 110 du Code douanier qui contient la liste de ces redevances. Ces redevances et impositions sont fonction du coût approximatif des services rendus. Les recettes générées par ces redevances sont imputées aux recettes générales du budget de l'État.

### **Redevances et impositions pour services douaniers à l'importation ou à l'exportation**

Description du service rendu/objet des redevances	Taux appliqué
Imposition douanière pour dédouanement	0,1 pour cent de la valeur en douane des marchandises, en roubles*
Imposition douanière supplémentaire pour dédouanement	0,05 pour cent de la valeur en douane des marchandises en monnaie étrangère
Impositions douanières pour l'entreposage des marchandises en entrepôts temporaires où les marchandises peuvent être placées avant dédouanement***** - idem en entrepôts spécialement conçus - en entrepôts de douane pour les marchandises placées sous le régime des entrepôts de douane	0,02 euro/kg de poids brut par 24 heures 0,03 euro/kg de poids brut par 24 heures 0,04 euro/kg de poids brut et 3 euros/véhicule par 24 heures
Impositions douanières pour escorte douanière des marchandises a) pour chaque véhicule à moteur ou ferroviaire utilisé pour le transport des marchandises ou se déplaçant par lui-même pour être utilisé comme une marchandise - pour une distance maximale de 50 km - pour une distance se situant entre 50 et 100 km - pour une distance se situant entre 100 et 200 km - pour une distance de plus de 200 km	20 fois le salaire mensuel minimum (2 000 roubles) 30 fois le salaire mensuel minimum (3 000 roubles) 40 fois le salaire mensuel minimum (4 000 roubles) 60 fois le salaire mensuel minimum (6 000 roubles)
Redevance perçue pour la prestation de renseignements et de consultations	Entre 0,2 et 50 dollars EU, selon le volume de renseignements fournis et le délai
Redevance perçue à l'occasion de décisions préliminaires concernant la classification des marchandises selon les codes du SH	Cinq fois le salaire mensuel minimum (500 roubles)

\* Le Comité d'État des douanes peut réduire à zéro les impositions douanières pour dédouanement.

\*\* Seulement pour les entrepôts établis par les autorités douanières.

\*\*\* Les autorités douanières peuvent réduire de moitié le maximum des impositions pour stockage.

50. Le droit de timbre (c'est-à-dire les redevances et impositions de l'État) applicable au traitement des importations ou des exportations par les services douaniers ou à toutes autres fins liées au commerce a été établi conformément à la Loi fédérale n° 226-FZ du 31 décembre 1995 sur l'introduction des amendements et additions à la Loi de la Fédération de Russie sur le droit de timbre fiscal (avec modifications le 20 août 1996, le 19 juillet 1997, le 21 juillet 1998 et le 13 avril 1999); le

droit de timbre fiscal est perçu pour l'exécution d'actes légalement valables ou pour l'émission de documents par les organismes ou les fonctionnaires autorisés à le faire.

**Redevances et impositions de l'État liées aux importations et exportations**

Service rendu/type de redevances ou impositions	Taux appliqués*
Pour actes notariés des notaires des cabinets d'État ou des fonctionnaires des organes exécutifs, organes des administrations locales et des institutions consulaires autorisés, ainsi que pour compilation par eux des documents et émissions des copies et doubles des documents, le droit de timbre fiscal est le suivant:	
1. pour l'attestation d'accords dont l'objet est soumis à évaluation	- 0,5 pour cent de la somme pour laquelle l'obligation est assumée, mais au moins 30 pour cent du salaire minimal
2. pour l'attestation des accords d'agence	- 1,5 pour cent de la somme de l'accord, mais au moins 50 pour cent du salaire minimal
3. pour la certification d'autres certificats	- 20 pour cent du salaire minimal
4. pour effectuer un rapport de mer	- 15 fois le salaire minimal
5. pour attester que la traduction d'un document d'une langue dans une autre est correcte	- 10 pour cent du salaire minimal par page de la traduction du document
6. pour acceptation en dépôt d'argent et de titres	- 0,5 pour cent de la somme acceptée et de la valeur des titres
7. pour attester que les copies d'autres documents et les extraits de documents sont corrects	- 1 pour cent du salaire minimal par page
8. pour attester l'authenticité de la signature: - sur les demandes et autres documents (à l'exception des cartes bancaires) - sur les cartes bancaires (de chaque personne et sur chaque document)	- 5 pour cent du salaire minimal - 1 salaire minimal
9. pour délivrer des doubles des documents, conservés dans le cas des cabinets de notaires d'État, d'organes exécutifs et d'institutions consulaires	- 50 pour cent du salaire minimal
10. pour effectuer d'autres actes de notaire	- 50 pour cent du salaire minimal
11. pour exécuter le travail technique de préparation des documents	- 2 pour cent du salaire minimal par page

\* Le salaire minimum est d'environ 3,2 dollars EU.

**Droits consulaires**

51. Les droits consulaires sont perçus conformément à la législation, aux dispositions des articles consulaires, au tarif actuel approuvé le 29 juin 1993 et le 28 mars 1994, ainsi qu'aux traités internationaux. Les redevances perçues par les représentations consulaires de la Fédération de Russie pour exécuter à l'étranger des actes consulaires ou délivrer des documents de portée légale à des citoyens étrangers, des personnes morales étrangères, des apatrides, des entreprises ayant des investissements étrangers, ainsi qu'à des personnes physiques ou morales russes résidant ou situées en



permanence ou provisoirement dans des pays étrangers sont versées aux recettes de l'État sous forme de droits consulaires (voir le document de référence 5).

52. Aucune redevance consulaire spéciale liée à l'exportation ou à l'importation de marchandises ou de services n'a été institué. Les redevances consulaires doivent être fixées et prévues, si nécessaire, par le Ministère des affaires étrangères après accord du Ministère des finances de Russie. Les chefs des représentations consulaires sont habilités à diminuer, voire à ne pas recouvrer, les droits consulaires de personnes individuelles selon leurs demandes si les raisons données par elles sont jugées valables.

#### **Autres redevances**

53. Les redevances portuaires imposées dans les ports maritimes commerciaux de la Fédération de Russie ont été approuvées par le Ministère des transports de la Fédération de Russie le 21 juillet 1995. Ces redevances sont les suivantes: droits de tonnage, de balisage, de canal, de quai, d'ancrage, d'environnement, de pilotage et de navigation. Elles sont perçues dans les ports maritimes commerciaux de la Fédération, quels que soient la forme d'organisation, le statut légal et le mode de propriété des bateaux et des installations flottantes russes et étrangers (voir le document de référence 6).

#### **Surtaxe à l'importation**

54. L'article 15 de la Loi fédérale n° 63-FZ du 14 avril 1998 sur les mesures de protection des intérêts économiques de la Fédération de Russie en matière de commerce extérieur des marchandises prévoit un cadre légal pour protéger la balance des paiements du pays. Cet article est parfaitement conforme aux dispositions de l'article XII du GATT de 1994. Conformément à ce pouvoir législatif découlant des difficultés particulières de balance des paiements, la Résolution du gouvernement n° 791 du 17 juillet 1998 a introduit une surtaxe spéciale à l'importation au taux de 3 pour cent *ad valorem* appliquée à toutes les positions tarifaires. La Résolution du gouvernement du 27 février 1999 a supprimé cette surtaxe le 1<sup>er</sup> mars 1999.

#### **Application de taxes intérieures à l'importation**

##### **Droits d'accise**

55. Jusqu'en janvier 1997, les droits d'accise sur certains produits étaient différents selon qu'il s'agissait de produits importés ou de produits de fabrication intérieure. La Loi fédérale n° 12-FZ du 10 janvier 1997 sur le droit d'accise a unifié les taux du droit d'accise pour les produits intérieurs et les produits importés. En vertu du chapitre 22 du Code fiscal (Loi fédérale n° 117-FZ du 5 août 2000),

les taux du droit d'accise pour les importations et ceux des marchandises d'origine nationale sont identiques et conformes à l'article III du GATT de 1994. Les produits soumis aux droits d'accise et les taux respectifs du droit d'accise en 2001 sont présentés dans le tableau ci-après.

**Droits d'accise**

Types de marchandises assujetties aux droits d'accise	Taux de droit (en pourcentage ou en roubles et kopecks par unité de mesure)
Alcool éthylique brut fabriqué à partir de tous types de matières premières	8 roubles par litre d'alcool éthylique absolu
Alcool éthylique fabriqué à partir de tous types de matières premières (sauf alcool brut)	12 roubles 60 kopecks par litre d'alcool éthylique absolu
Produits alcooliques titrant plus de 25 pour cent d'alcool éthylique (excepté les vins) et produits contenant de l'alcool	88 roubles 20 kopecks par litre d'alcool éthylique absolu contenu dans les marchandises assujetties à l'accise
Produits alcooliques titrant entre 9 et 25 pour cent inclus d'alcool éthylique (excepté les vins)	65 roubles 10 kopecks par litre d'alcool éthylique absolu contenu dans les marchandises assujetties à l'accise
Produits alcooliques titrant jusqu'à 9 pour cent inclus d'alcool éthylique (excepté les vins)	45 roubles 15 kopecks par litre d'alcool éthylique absolu contenu dans les marchandises assujetties à l'accise
Vins (excepté les vins naturels): vignes particulières, originales (vinées), fruits (vinés), vermouth	36 roubles 75 kopecks par litre d'alcool éthylique absolu contenu dans les marchandises assujetties à l'accise
Champagne et vins pétillants	9 roubles 45 kopecks par litre
Vins naturels (sauf champagne et vins pétillants)	3 roubles 15 kopecks par litre
Bière d'un volume normatif (normalisé) titrant jusqu'à 8,6 pour cent inclus d'alcool éthylique	1 rouble par litre
Bière d'un volume normatif (normalisé) titrant plus de 8,6 pour cent d'alcool éthylique	3 roubles 30 kopecks par litre
Tabac à pipe	405 roubles par kg
Tabac à fumer, sauf tabac utilisé comme matière première pour les produits à base de tabac	166 roubles par kg
Cigares	10 roubles l'unité
Cigarillos, cigarettes à bout filtre de plus de 85 mm de long	75 roubles par 1 000 unités
Cigarettes à bout filtre, sauf cigarettes de plus de 85 mm de long et cigarettes des classes 1, 2, 3 et 4 selon les normes GOST	55 roubles par 1 000 unités
Cigarettes à bout filtre des classes 1, 2, 3 et 4 selon les normes GOST	35 roubles par 1 000 unités
Cigarettes sans filtre, cigarettes à embout	10 roubles par 1 000 unités
Bijouterie	5 pour cent
Pétrole et condensats de gaz stables	66 roubles la tonne
Voitures d'une puissance allant jusqu'à 67,5 kW (90 CV) inclus	Zéro rouble par 0,75 kWt (1 CV)
Voiture d'une puissance supérieure à 67,5 kW (90 CV) et jusqu'à 112,5 kW (150 CV) inclus	10 roubles par 0,75 kWt (1 CV)

Types de marchandises assujetties aux droits d'accise	Taux de droit (en pourcentage ou en roubles et kopecks par unité de mesure)
Voitures d'une puissance supérieure à 112,5 kW (150 CV), motocycles d'une puissance supérieure à 112,5 kW (150 CV)	100 roubles par 0,75 kWt (1 CV)
Essence automobile à indice d'octane jusqu'à "80" inclus	1,350 roubles par tonne
Essence automobile d'autres indices d'octane	1,850 roubles par tonne
Carburant diesel	550 roubles par tonne
Huile pour moteurs (à injection) à gazole et (ou) carburateur	1,500 roubles par tonne
Gaz naturel vendu sur le territoire de la Fédération de Russie	15 pour cent
Gaz naturel vendu aux États membres de la Communauté d'États indépendants	15 pour cent
Gaz naturel vendu depuis le territoire de la Fédération de Russie (excepté aux États membres de la CEI)	30 pour cent

56. Seules deux catégories de produits (gaz naturel et bijoux) sont soumises à des taux *ad valorem*. La formule de calcul des droits d'accise permet de s'assurer que le montant de l'accise prélevé sur les importations et celui prélevé sur les produits d'origine nationale comparables sont les mêmes. La base d'imposition est le prix de vente hors TVA et, pour les marchandises importées, celle sur les produits d'origine nationale de ces deux catégories correspond à la somme de leur valeur en douane et des droits de douane exigibles.

57. Si les marchandises assujetties au droit d'accise sont placées sous régime douanier de transit, d'entrepôt en douane, de réexportation, de traitement sous contrôle douanier, en zone franche, en entrepôt sous douane, pour destruction et refus en faveur de l'État, le droit d'accise n'est pas acquitté.

58. Les droits d'accise s'appliquent différemment au commerce de la Russie avec les pays de la CEI et avec les pays non membres de la CEI. En ce qui concerne ces derniers, les droits d'accise sont appliqués sur leurs exportations vers la Russie. Pour les pays de la CEI, si le taux du droit d'accise sur le produit est supérieur en Russie à celui du pays d'origine membre de la CEI, la différence est perçue à l'importation. Le chapitre 22 du Code fiscal se fonde sur l'application générale du principe du pays de destination et il entrera en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2001.

### **Taxe sur la valeur ajoutée**

59. Conformément au chapitre 21 du Code fiscal (Loi fédérale n° 117-FZ du 5 août 2000 et Loi fédérale n° 118-FZ du 5 août 2000 "sur l'introduction de la Partie 2 du Code fiscal", la TVA est appliquée de manière uniforme à tous les produits importés et ceux d'origine nationale, ce sera aussi le

cas avec les pays de la CEI à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2001. Ainsi, la législation actuelle sur la TVA prévoit un traitement national total pour les marchandises dont la vente (cession, propriétés d'emploi, prestation) sur le territoire de la Fédération de Russie ne faisait pas l'objet de cette taxe.

60. La taxe sur la valeur ajoutée est prélevée à un taux unique de 20 pour cent, avec quelques exemptions (voir le document de référence 7). Sont également exemptées de TVA les marchandises placées sous régime douanier d'entrepôt en douane de transit, de réexportation, en boutiques hors taxe, en traitement sous contrôle douanier, en zone douanière franche, en entrepôt sous douane, pour destruction et refus en faveur de l'État. La base d'imposition de la TVA inclut les droits d'accise éventuels et les droits de douane sur les marchandises importées.

### **Restrictions quantitatives à l'importation, y compris les prohibitions, les contingents et le régime de licences**

61. Le cadre juridique du régime de licences d'importation a été établi par l'article 19 de la Loi fédérale sur la réglementation par l'État des activités de commerce extérieur (n° 157-FZ, du 13 octobre 1995). Les articles 12 et 15 de la loi stipulent que les procédures d'importation de pierres gemmes, de métaux précieux et de matières nucléaires ont été établies par des décrets du Président de la Fédération de Russie, alors que les procédures relatives à l'importation de marchandises affectant les intérêts de sécurité nationale de la Russie sont établies par le gouvernement de la Fédération.

62. Le 31 octobre 1996, le gouvernement russe, par sa Résolution n° 1299 sur les règles de conduite pour les ventes aux enchères et les appels d'offres dans les ventes de contingents en cas d'établissement de restrictions quantitatives et de licences pour des produits, de travaux et de services exportés et importés (modifiée les 27 janvier 1997, 2 février, 14 mars et 29 décembre 1998), a mis en place une procédure uniforme pour la délivrance de licences d'importation qui conforme les pratiques russes dans ce domaine aux dispositions pertinentes du GATT de 1994 et de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

#### **Liste des marchandises soumises à licences d'importation non automatiques**

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence GATT
Armes, munitions, équipements militaires, kits de préparation de ces équipements	9301-9307, 8710	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Substances explosives	2904 20100, 3601-3604	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence GATT
Matières nucléaires, équipements et installations pour fabriquer ces matières	2844, 8401 etc. conformément à la liste convenue au niveau international du Comité de Tsanger et du groupement de fournisseurs de matières nucléaires de Londres	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Produits pharmaceutiques	2904-2909, 2912-2942, 3001-3004, 3006 30, 3006 60	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Stupéfiants, substances psychotropes, poisons; matières pour fabriquer ces substances	Liste convenue au niveau international de la Convention des Nations Unies de 1961 (modifiée par le Protocole de Vienne de 1963)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Produits phytosanitaires	3808 (uniquement pour la préservation des végétaux)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Métaux précieux, pierres gemmes et objets fabriqués dans ces matières, alliages, produits semi-finis, minerais, concentrés, résidus	2616, 2843, 300640 (métaux précieux uniquement) 7106-7112, 7113 11, 711319, 711411, 711419, 711510 100, 7115 19 100, 7118 (métaux précieux uniquement) 8544 (uniquement avec conducteurs en métaux précieux), 9003 19 100, 9021 29100, 911110 (en métaux précieux uniquement) 911310 (en métaux précieux uniquement), 960810300 960839100	Rôle particulier des métaux précieux et des pierres gemmes	Article XX c)
Déchets dangereux	Liste convenue au niveau international de la Convention de Bâle	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Substances et produits détruisant l'ozone	Liste convenue au niveau international de la Convention de Montréal	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Dispositifs de cryptographie	847 (seulement pour le matériel de chiffrement) 847330 (seulement pour le matériel de chiffrement), 854380900 (seulement pour le matériel de chiffrement), 854390900 (seulement pour le matériel de chiffrement)	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence GATT
Marchandises à double usage qui peuvent être utilisées dans la production d'armes chimiques, biologiques, nucléaires ou de missiles de destruction massive	Listes convenues au niveau international	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Esturgeon et produits dérivés, y compris le caviar	Listes convenues au niveau international: ex.030199190, ex.030269190, ex.030270, ex.030379190, ex.030380, ex.030410190, ex.030410910, ex.030420190, ex.030490100, ex.030520, ex.030530900, ex.030549800, ex.030559900, ex.030569900, ex.051191900, ex.160419910, ex.160419980, ex.160420900 (toutes concernant seulement les poissons de l'espèce des esturgeons), 160430100	Protection de la vie ou de la santé des animaux	Article XX b)
Équipements pour réception non autorisée d'informations	ex.851750, ex.851780900, ex.852440100, ex.852510900, ex.852520900, ex.8527, ex.900651, ex.900652, ex.852530, ex.852540, ex.900653100 (dispositifs spéciaux seulement)	Protection de la moralité publique	
Alcool éthylique	220710000 220720000 220890910 220890990	Protection de la vie ou de la santé des personnes	Article XX c)
Vodka et certaines autres boissons alcooliques à haute teneur d'alcool	220860, 220890110, 220890190, ex.220890330, ex.220890380, 220890410, 220890450, ex.220890480, 220890520, ex.220890570, ex.220890690, ex.220890710, ex.220890740, ex.220890780	Protection de la vie ou de la santé des personnes	Article XX c)
Sucre brut	170111	Administration des contingents tarifaires	Accord sur les procédures de licence d'importation, articles 1 <sup>er</sup> et 3

**Liste des marchandises soumises à licences d'importation automatiques**

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences
Tapis provenant des pays de l'UE	5702 20, 5702 39 900 5702 49 900	Surveillance des flux commerciaux
Sucre blanc	1701 99 100	Surveillance des flux commerciaux
Sirop de glucose	1702 30 990	Surveillance des flux commerciaux
Tabac et produits du tabac	2401-2403	Surveillance des flux commerciaux

63. Les licences d'importation sont justifiées par les dispositions des articles XX et XXI du GATT de 1994 et par l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Conformément à la loi fédérale, des licences sont prescrites afin de respecter les accords internationaux, d'assurer la sécurité de l'État, la protection de la santé des personnes et des animaux et la préservation des végétaux ainsi que la protection de l'environnement, la protection de la moralité publique et la réglementation du commerce des métaux précieux. Les licences sont délivrées par le Ministère du développement économique et du commerce et, pour les armes et les munitions, par le Ministère de la défense. Le régime de licences s'applique de façon identique aux importations de tous les pays, y compris les importations en provenance de la CEI.

64. L'objet du régime de licences est de surveiller et de contrôler les importations de marchandises qui, pour diverses raisons, ont été classées comme sensibles pour la Russie et la communauté internationale. La Russie n'a pas l'intention de limiter la quantité et la valeur des importations, excepté conformément aux dispositions de conventions internationales comme le Protocole de Montréal ou la Convention de Bâle. Les licences d'importation pour le sucre blanc, le tabac, le sirop de glucose et les tapis sont des licences délivrées provisoirement à des fins de surveillance pour recueillir des données concernant le commerce. Ces licences sont accordées automatiquement. Quant aux licences pour les boissons alcooliques à haute teneur d'alcool, le requérant doit avoir une licence professionnelle.

65. La dernière résolution du gouvernement instituant des licences d'importation ou d'exportation date de décembre 1998. Ensuite, les décisions concernant les marchandises soumises à un régime de licence d'importation ou d'exportation ont été modifiées à plusieurs reprises ces trois dernières années, afin d'en réduire la liste au maximum. La décision la plus récente, adoptée le 10 mai 2000, a supprimé les licences d'importation pour les téléviseurs couleur.

66. Les demandes de licence sont présentées à deux organes administratifs au plus. Le volume et le type de renseignements à fournir sont indiqués dans la Résolution du gouvernement n° 1299 du 31 octobre 1996: la demande elle-même, une copie du contrat d'importation ou d'exportation, une copie du statut du requérant, une copie du certificat d'enregistrement, l'approbation de l'agence fédérale responsable de marchandises sensibles spécifiques (seulement pour les licences non automatiques) et la licence professionnelle (seulement pour les boissons alcooliques à haute teneur en alcool). En règle générale, la durée de validité d'une licence n'est pas supérieure à 12 mois, mais elle peut être prolongée sur demande du détenteur de la licence. Une somme de 3 000 roubles, au titre des frais d'administration, est demandée pour chaque licence d'importation ou d'exportation. Les demandes ne peuvent être rejetées que si l'un quelconque des documents ci-dessus n'est pas fourni, si les renseignements présentés par le demandeur sont faux ou si l'importateur ou l'exportateur ne

remplit pas les conditions stipulées dans les conventions internationales concernant des marchandises spécifiques. Une licence doit être délivrée dans les 25 jours suivant la présentation de l'ensemble complet de documents (voir aussi WT/ACC/RUS/10 pour de plus amples détails).

67. Pour se conformer pleinement aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les procédures de licences d'importation, la Russie simplifiera les prescriptions en matière de licences et le nouveau projet de loi fédérale sur les licences d'importation et d'exportation sera approuvé par le gouvernement dans le courant de l'été 2001. Les prohibitions à l'importation d'alcool éthylique ont été imposées par la Loi fédérale n° 61-FZ du 31 mars 1999 sur l'interdiction temporaire des importations d'alcool éthylique, qui est valable jusqu'au 31 décembre 2001. Cette mesure est nécessaire pour faire respecter les mesures gouvernementales visant à restreindre les quantités de produit similaire d'origine nationale à la vente (article XI:2 c) i) du GATT de 1994). Il n'y a aucune autre interdiction ou restriction quantitative sur les importations à l'heure actuelle.

68. L'article 13 de la Loi fédérale n° 173-FZ du 22 novembre 1995 sur la réglementation par l'État de la production et des ventes d'alcool éthylique, de produits alcooliques et de produits contenant de l'alcool (modifiée ultérieurement) restreint les importations d'alcools distillés à 10 pour cent maximum des ventes d'alcool en Russie. Dans le cadre de ce contingent, pas moins de 60 pour cent des importations doivent contenir 15 pour cent d'alcool au plus. Les dispositions de cet article n'ont jamais été appliquées.

### **Évaluation en douane**

69. Les dispositions de base concernant les pratiques d'évaluation en douane en Russie figurent dans la Loi de la Fédération de Russie n° 5003-1 du 21 mai 1993 sur le Tarif douanier et dans la Résolution du gouvernement de la Fédération de Russie n° 856 du 5 novembre 1992 sur la procédure d'évaluation en douane des produits importés sur le territoire de la Fédération de Russie. Les règles appliquées pour déterminer la valeur en douane se fondent sur les dispositions de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. Les six modes d'évaluation en douane appliqués en Russie sont tous fondés sur les dispositions des articles 1<sup>er</sup>, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 de cet accord.

70. Pour tenir compte des dispositions de l'article 17 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994, le Comité des douanes a mis en œuvre une technique spéciale de contrôle douanier pour empêcher une sous-facturation flagrante de la valeur en douane, par exemple par l'utilisation de faux documents déclarant un prix contractuel clairement sous-évalué lors des formalités de douane. Cette technique s'appuie sur la définition du pouvoir décisionnel des autorités douanière afin de vérifier la véracité et l'exactitude de la valeur déclarée des produits. Les autorités douanières compétentes sont investies de certaines fonctions pour contrôler la valeur en douane et les



situations dans lesquelles ces fonctions doivent être exécutées sont spécifiées, définissant ainsi la procédure opérationnelle des autorités douanières à divers niveaux (bureau de douane, autorités douanières régionales, personnel du Comité des douanes). Cette technique n'est pas destinée à remplacer la législation russe applicable en matière d'évaluation en douane concernant l'utilisation de la valeur transactionnelle comme principale méthode d'évaluation en douane. Elle peut aussi permettre aux autorités douanières de se rapprocher plus efficacement des dispositions de l'article 13 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 car elle simplifie les procédures et les critères utilisés pour décider si la valeur transactionnelle déclarée peut avoir été sous-évaluée.

71. Il peut être fait appel des décisions du Comité des douanes conformément à la procédure établie par le Code douanier de la Fédération de Russie. L'article 407 exige que le premier appel soit introduit auprès de la haute administration des douanes de la Fédération de Russie, tandis que l'article 416 stipule que si l'appel est rejeté, l'importateur peut faire appel devant un tribunal.

### **Règles d'origine**

72. La Russie suit de près les travaux de l'OMD et de l'OMC concernant l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles. Conformément aux dispositions de la Loi fédérale sur le Tarif douanier, les principes permettant de déterminer le pays d'origine des marchandises sont fondés sur les pratiques internationales. Les procédures de détermination du pays d'origine des marchandises sont établies en vertu de cette loi. Les marchandises sont originaires d'un pays si elles y ont été totalement produites ou suffisamment transformées conformément aux critères énoncés dans la loi. Le pays d'origine des marchandises peut aussi s'entendre d'un groupe de pays, une union douanière, une région ou une partie d'un pays, si cela est nécessaire pour les identifier dans le but de déterminer l'origine des marchandises.

73. Afin de vérifier l'origine des marchandises en provenance d'un pays, l'autorité douanière russe peut demander la présentation d'un certificat d'origine. Cela s'applique en particulier:

- pour les marchandises originaires des pays qui bénéficient du SGP national;
- pour les marchandises dont l'importation en provenance d'un pays donné est réglementée par des restrictions quantitatives (contingents) ou par d'autres méthodes de réglementation des activités économiques extérieures;
- si cela est envisagé par des accords internationaux auxquels la Russie est partie, ainsi que par la législation russe sur la protection de l'environnement, la santé publique, la

protection des droits des consommateurs russes, l'ordre public, la sécurité de l'État et d'autres intérêts vitaux de la Russie; et

- dans les cas où des données sur l'origine des marchandises manquent dans les documents présentés pour les formalités de douane ou lorsque l'autorité douanière russe a de bonnes raisons de penser que les données déclarées sur l'origine des marchandises ne sont pas dignes de foi.

74. Le certificat d'origine des marchandises doit certifier sans équivoque que ces marchandises sont originaires du pays spécifié et il doit contenir:

- une déclaration écrite de l'expéditeur selon laquelle les marchandises respectent les critères d'origine appropriés;
- une confirmation écrite de l'organisme dûment autorisé du pays exportateur qui a établi le certificat selon laquelle les informations qui y figurent sont exactes.

75. Le certificat d'origine des marchandises doit être présenté avec la déclaration en douane et les autres documents présentés pour les formalités douanières. Si des doutes existent sur la validité d'un certificat ou sur l'exactitude des informations qui y figurent, y compris les informations sur le pays d'origine des marchandises, l'autorité douanière russe peut prendre contact avec les organismes qui ont établi le certificat ou d'autres autorités du pays indiqué comme étant le pays d'origine des marchandises avec demande d'informations complémentaires ou d'éclaircissements. Les marchandises ne sont pas considérées comme étant originaires d'un pays donné tant qu'un certificat d'origine dûment établi ou les informations requises n'ont pas été présentés.

76. Les autorités douanières russes peuvent refuser de dédouaner des marchandises à la frontière russe uniquement si elles ont des motifs suffisants de croire que ces marchandises sont originaires d'un pays dont les marchandises ne peuvent pas être dédouanées en vertu d'accords internationaux auxquels la Russie est partie et/ou en vertu de la législation russe. Le fait de ne pas présenter de certificat dûment établi ou des données sur l'origine des marchandises ne constitue pas un motif pour refuser de laisser ces marchandises franchir la frontière. Les marchandises dont l'origine n'est pas suffisamment établie doivent être dédouanées après paiement des droits de douane aux taux non NPF du Tarif douanier russe.

77. Quant aux règles d'origine dans le cadre du SGP, les critères énoncés dans la loi sont appliqués même si des critères supplémentaires en matière d'expédition directe et d'achat direct ainsi

que de formulaire spécial de certificat sont imposés. Quant aux règles d'origine des accords de libre-échange, des critères supplémentaires en matière d'achat direct sont imposés.

78. Les règles d'origine pour les marchandises originaires des pays de la CEI sont énoncées dans la Décision du 24 septembre 1993 du Conseil des gouvernements de la Communauté d'États indépendants concernant les règles de détermination du pays d'origine des marchandises.

#### **Autres formalités douanières**

79. Les autres formalités douanières en usage dans la Fédération de Russie sont appliquées conformément aux règles internationalement acceptées et elles sont fondées sur la Convention de Kyoto.

#### **Inspection avant expédition**

80. Le gouvernement n'a passé ni contrat ni mandat d'inspection avant expédition.

#### **Régime antidumping, régime des droits compensateurs et régime des sauvegardes**

81. La Loi fédérale n° 63-FZ sur les mesures de protection des intérêts économiques de la Fédération de Russie dans le commerce extérieur des marchandises a été adoptée le 14 avril 1998. La loi établit les règles de procédures pour la demande et la conduite des enquêtes et pour l'imposition de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping et de droits compensateurs ainsi que d'autres réglementations des exportations et des importations prévues dans les règles pertinentes du GATT de 1994, y compris des mesures concernant la balance des paiements. Des mesures antidumping, de sauvegarde et des mesures compensatoires peuvent être introduites uniquement à la suite d'une enquête révélant des éléments de preuve sur des importations substantiellement augmentées, subventionnées ou à prix très réduits, sur des dommages graves ou importants causés à la branche de production nationale ou sur une menace de dommage et un lien de causalité entre ces éléments. Les mesures peuvent être mises en place pour une durée limitée nécessaire pour éliminer le dommage. Les Réglementations n° 183, 184 du 16 février 1999 et 274 du 11 mars 1999 du gouvernement définissent les procédures d'enquête et les procédures de détermination d'un dommage.

82. Un nouveau projet de loi fédérale sur les mesures antidumping, de sauvegarde et les mesures compensatoires a été établi par le gouvernement en totale conformité avec les dispositions pertinentes de l'OMC et sera soumis sous peu à la Douma.

## **RÉGLEMENTATION DES EXPORTATIONS**

### **Droits de douane**

83. Des droits d'exportation allant de 5 à 50 pour cent sont appliqués à des fins fiscales surtout et dans de très rares cas (peaux brutes, déchets et débris de métaux non ferreux) pour assurer l'approvisionnement de l'industrie nationale en matières essentielles et pour éviter des pénuries dans l'alimentation nationale (voir le document de référence 8 pour de plus amples détails). Les droits d'exportation sont appliqués sur la base NPF, sauf pour les marchandises exportées vers les pays de la CEI membres de l'Union douanière. Tous les changements dans les droits d'exportation ont été publiés de façon officielle. Les marchandises exportées sont exemptées de TVA. La Russie impose les mêmes redevances douanières à l'exportation qu'à l'importation.

### **Restrictions à l'exportation**

84. Toutes les interdictions précédentes à l'exportation ou tous les contingents d'exportation ont été abolis à partir de 1996. L'article 15 de la Loi fédérale sur la réglementation par l'État des activités de commerce extérieur autorise l'établissement de contingents d'exportation dans des cas exceptionnels pour assurer les intérêts nationaux essentiels de la Russie et pour la mise en œuvre des engagements internationaux du pays. Les seules marchandises soumises à des restrictions quantitatives à l'exportation sont les métaux précieux et les diamants bruts (article XX c) du GATT de 1994), ainsi que le caviar et l'esturgeon (article XX b) du GATT de 1994). Il n'y a pas d'enregistrement spécial des contrats d'exportation ni d'enregistrement ou de désignation des sociétés exportatrices (exportateurs spéciaux). D'après l'article 19 de ladite loi fédérale, seule une loi fédérale spéciale peut imposer une interdiction des exportations.

85. Les contingents d'exportation de caviar d'esturgeon et de produits à base d'esturgeon sont en vigueur en vertu de la Réglementation fédérale n° 1077 du 1<sup>er</sup> août 2000. Les diamants sont eux aussi soumis à des contingents d'exportation. Les contingents sont établis sur une base annuelle par le gouvernement conformément au Décret présidentiel n° 740 du 20 juillet 1997 concernant les importations sur le territoire de la Fédération de Russie et les exportations de diamants naturels et de brillants de la Fédération et sur certaines questions de fonctionnement du marché intérieur des diamants naturels bruts. Les contingents d'exportation d'autres pierres gemmes sont maintenus en vertu de la Résolution n° 46 du 19 janvier 1998 sur l'approbation de la réglementation provisoire de l'émission des valeurs du Fonds d'État des métaux précieux et pierres gemmes de la Fédération de Russie.

## Licences d'exportation

86. La procédure en matière de licences d'exportation est la même que pour les licences d'importation. Certaines marchandises sensibles sont soumises à licence non automatique. Un nombre limité de produits sont soumis à licence automatique à des fins statistiques.

### Marchandises soumises à des licences d'exportation non automatiques

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Armes, munitions, équipements militaires, kits de préparation de ces équipements	9301-9307, 8710	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Substances explosives	2904 20100, 3601-3604	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Matières nucléaires, équipements et installations pour fabriquer ces matières	2844, 8401 etc. conformément à la liste convenue au niveau international du Comité de Tsanger et du groupement de fournisseurs de matières nucléaires de Londres	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Produits pharmaceutiques	2904-2909, 2912-2942, 3001-3004, 3006 30, 3006 60	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Stupéfiants, substances psychotropes, poisons; matières pour fabriquer ces substances	Liste convenue au niveau international de la Convention des Nations Unies de 1961 (modifiée par le Protocole de Vienne de 1963)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Produits phytosanitaires	3808 (uniquement pour la préservation des végétaux)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Métaux précieux, pierres gemmes et objets fabriqués en ces matières, alliages, produits semi-finis, minerais, concentrés, résidus	2616, 2843, 300640 (métaux précieux uniquement) 7106-7112, 7113 11, 711319, 711411, 711419, 711510 100, 7115 19 100, 7118 (métaux précieux uniquement) 8544 (uniquement avec conducteurs en métaux précieux), 9003 19 100, 9021 29100, 911110, (uniquement en métaux précieux) 911310 (uniquement en métaux précieux), 960810300 960839100	Rôle particulier des métaux précieux et des pierres gemmes	Article XX c)
Déchets dangereux	Liste convenue au niveau international de la Convention de Bâle	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Substances et produits détruisant l'ozone	Liste convenue au niveau international de la Convention de Montréal	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Dispositifs de cryptographie	847 (seulement pour le matériel de chiffrement) 847330 (seulement pour le matériel de chiffrement), 854380900 (seulement pour le matériel de chiffrement), 854390900 (seulement pour le matériel de chiffrement)	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Marchandises à double usage qui peuvent être utilisées dans la production d'armes chimiques, biologiques, nucléaires ou de missiles de destruction massive	Listes convenues au niveau international	Sécurité nationale	Article XXI b) ii)
Esturgeon et produits dérivés, y compris le caviar	Listes convenues au niveau international: ex.030199190, ex.030269190, ex.030270, ex.030379190, ex.030380, ex.030410190, ex.030410910, ex.030420190, ex.030490100, ex.030520, ex.030530900, ex.030549800, ex.030559900, ex.030569900, ex.051191900, ex.160419910, ex.160419980, ex.160420900 (toutes - poissons de l'espèce des esturgeons uniquement), 160430100	Protection de la vie ou de la santé des animaux	Article XX b)
Équipements pour réception non autorisée d'informations	ex.851750, ex.851780900, ex.852440100, ex.852510900, ex.852520900, ex.8527, ex.900651, ex.900652, ex.852530, ex.852540, ex.900653100 (toutes concernant les dispositifs spéciaux uniquement)	Protection de la moralité publique	Article XX a)
Alcool éthylique	220710000 220720000 220890910 220890990		Article XX c)
Vodka et quelques autres boissons alcooliques fortes	220860, 220890110, 220890190, ex.220890330, ex.220890380, 220890410, 220890450, ex.220890480, 220890520, ex.220890570, ex.220890690, ex.220890710, ex.220890740, ex.220890780		Article XX c)

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences	Référence du GATT
Animaux sauvages et plantes sauvages	010119900, 010290900, 010391900, 010392900, 010410900, 010420900, 010600910, 010600990 040700900, 0507, 050800000, 0604, 070951, 070952000, 071080600, 071230000, 080221000, 080222000, 0810-0812, 121220000, 1301, 1302 (sauf 130219300), 1401-1404, 9601 (toutes concernant les animaux sauvages et les plantes sauvages uniquement)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Matières premières pharmaceutiques	020610100, 020622100, 020629100, 020630100, 020641100, 020649100, 020680100, 020690100, 0507, 051000000, 1211, 121220000, 1302 130219300, 3001, 3002 (toutes concernant les matières premières pharmaceutiques uniquement)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Espèces rares de poissons	0301, 0306, 0307, 051191900 (toutes concernant les espèces rares de poissons vivants uniquement)	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)
Pierres semi-précieuses	970500000, 710310000, 710399000, 711620110, 711620190	Protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou préservation des végétaux	Article XX b)

**Marchandises soumises à des licences d'exportation automatiques**

Groupe de produits	Code du SH	Justification du régime de licences
Soja, graines de colza, graines de tournesol	1201, 1205, 1206	Contrôle des flux commerciaux
Peaux brutes	4101, 4102, 4103	Contrôle des flux commerciaux

**MESURES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES**

**Politique industrielle et politique en matière de subvention**

87. La législation russe ne prévoit pas de subventions à l'exportation ou pour la substitution des importations. Le Décret présidentiel n° 135 du 5 février 1998 de la Fédération de Russie sur les mesures complémentaires destinées à accroître les investissements pour le développement de l'industrie automobile nationale et la Résolution n° 413 du 23 avril 1998 du gouvernement de la Fédération de Russie sur les mesures complémentaires destinées à attirer les investissements pour le

développement de l'industrie automobile nationale prévoient des préférences douanières et autres pour les investissements dans l'industrie automobile au-delà d'un plafond établi. La Résolution n° 716 du 7 juillet 1998 du gouvernement de la Fédération sur les mesures supplémentaires d'aide publique à l'aviation civile prévoit des préférences douanières pour les sociétés de location d'aéronefs qui achètent des aéronefs nationaux. S'agissant des subventions intérieures, la Fédération de Russie diffuse des informations sur le système de subventions en 1998 (voir WT/ACC/RUS/11). Des renseignements sur la politique en matière de subventions seront communiqués sous peu aux membres intéressés du Groupe de travail.

### **Obstacles techniques au commerce**

88. Les produits importés sur le territoire de la Fédération doivent être conformes aux normes et prescriptions techniques, pharmacologiques, sanitaires, vétérinaires, phytosanitaires et écologiques établies par la Fédération. L'importation d'un produit est soumise à restriction:

- s'il ne correspond pas aux normes et prescriptions établies par la Fédération,
- s'il n'a pas de certificat de marquage ou de signe correspondant dans les cas envisagés par les lois fédérales et autres textes législatifs de la Fédération (sans autre effet pendant les procédures douanières que la vente au détail),
- s'il est interdit à l'utilisation en tant que produit de consommation dangereux,
- s'il a des défauts dangereux pour les consommateurs.

89. L'autorité fédérale chargée de ces questions est le Comité national de normalisation, de métrologie et de certification ("Gosstandart de Russie"). Environ 35 pour cent des normes internationales ISO et CEI sont actuellement appliqués. Le Gosstandart de Russie, en tant qu'organe national de certification est habilité à signer avec tous les pays des accords de reconnaissance mutuelle des résultats de certifications (y compris les résultats des essais et de contrôles de la production fondés sur les normes ISO 9000). Il lui incombe également d'accréditer les laboratoires (centres) d'essais et de leur délivrer des autorisations pour des types spécifiques de travaux avec d'autres organismes exécutifs fédéraux habilités en vertu de textes législatifs à organiser et à effectuer les certifications obligatoires. Les règles, procédures et critères régissant l'accréditation des laboratoires d'essais et les prescriptions y afférentes sont énumérés dans le document GOST R 51000.3-96, Prescriptions générales pour l'accréditation des laboratoires d'essais, harmonisé avec les normes européennes EN 45001 et 45011. L'accréditation des laboratoires d'essais est aussi



valable pour tout autre organisme accrédité dans le système GOST R à condition que le domaine de compétence de l'organisme en question corresponde à celui du laboratoire d'essais accrédité.

90. Les autorités russes ont établi la nomenclature des produits et des services qui sont soumis à certification obligatoire dans la Fédération de Russie. Les listes de produits qui y sont soumis ont été approuvées par la Résolution fédérale n° 1013 du 13 août 1997 (modifiée le 24 mai 2000) sur l'approbation de la liste des produits faisant l'objet d'une certification obligatoire et de la liste des travaux et services faisant l'objet d'une certification obligatoire. Afin d'assurer la sécurité des produits, l'organisme fédéral de normalisation, de métrologie et de certification, l'organisme fédéral d'inspection sanitaire et épidémiologique et d'autres organismes exécutifs gouvernementaux qui surveillent la qualité et la sécurité des produits dans les limites de leur compétence ont établi des prescriptions obligatoires concernant la sécurité des produits et un respect contrôlé de ces prescriptions. L'organisation et la mise en œuvre de la certification obligatoire ont été confiées au Gosstandart de Russie. Dans les cas envisagés par les textes législatifs de la Fédération concernant certains types de produits, elles peuvent être confiées à d'autres organismes gouvernementaux. Les formulaires de certification obligatoire des produits sont établis par le Gosstandart ou d'autres organismes gouvernementaux autorisés en tenant dûment compte des pratiques étrangères et internationales établies. Les entités intervenant dans la certification obligatoire sont le Comité d'État pour la normalisation, d'autres organismes gouvernementaux habilités à s'occuper de certifications obligatoires, des organismes de certification, des laboratoires (centres) d'essais, des producteurs (fournisseurs, intermédiaires). Des projets de normes techniques et autres et de procédures d'évaluation de la conformité ont été publiés dans le journal mensuel du Gosstandart de Russie intitulé "Normes et Qualité".

91. Le point d'information envisagé par l'article 10.1 et 10.3 de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce est en service et se trouve au Gosstandart de Russie à l'adresse suivante:

Fédération de Russie  
4, Granatniy Pereulok,  
103001, Moscou  
Courrier électronique: [ENPOINT@VNIKI.RU](mailto:ENPOINT@VNIKI.RU)  
Téléphone/téléfax: (007 095) 230 25 98

92. Le point d'information russe sur les questions relatives aux obstacles techniques au commerce et aux mesures SPS a commencé à publier un bulletin spécialisé ("Vestnik"). Le réseau interministériel sur les questions relatives aux obstacles techniques au commerce et aux mesures SPS est également accessible sur le site Web [www.GOSTR.RU](http://www.GOSTR.RU). Le Gosstandart de Russie est l'organisme chargé des consultations prévues à l'article 14 de l'Accord. Pour le règlement des différends dans le

domaine de la certification des produits et des normes, une commission d'appel du Gosstandart est en activité. Pour assurer la conformité entre les autorités nationales et infranationales élaborant de nouveaux règlements techniques ou apportant des modifications substantielles aux règlements existants, le Gosstandart de Russie conclut avec les organes centraux du gouvernement des accords qui prévoient que les organismes en question doivent communiquer aux entreprises et aux organisations nationales, ainsi qu'aux citoyens de la Fédération de Russie et aux utilisateurs étrangers des informations sur les nouveaux règlements techniques ou sur les modifications significatives apportées aux règlements en vigueur.

### **Mesures sanitaires et phytosanitaires**

93. L'organisme chargé de la certification sanitaire des produits alimentaires importés, de certains types de produits industriels et d'articles ménagers est le Ministère de la santé (Service de la surveillance sanitaire et épidémiologique ou "Gossanepidnadzor"). Les produits importés doivent répondre aux prescriptions de sécurité en vigueur dans la Fédération. Cette réglementation a été considérablement révisée en 1996-1997 en tenant compte en particulier des dispositions des organisations internationales pertinentes, par exemple la Commission FAO/OMS du Codex Alimentarius. Cette version révisée de ce document normatif a été établie et est maintenant en cours d'examen par le Gossanepidnadzor russe. Les prescriptions sanitaires pour la sécurité de différents produits sont aussi énoncées dans un ensemble de règles sanitaires et de normes d'hygiène, à savoir les "Prescriptions sanitaires pour appareils vidéo", "Ordinateurs personnels et organisation du travail", "Prescriptions sanitaires pour les outils manuels et organisations du travail", "Prescriptions sanitaires pour la distribution des produits de la pêche", "Règles sanitaires concernant les niveaux admissibles de facteurs physiques pendant l'utilisation des articles domestiques". L'Ordonnance du Gossanepidnadzor du 20 juillet 1998 sur l'évaluation sanitaire de la production, de la livraison et de la réalisation de produits et de marchandises qui établit des règles de délivrance des certificats sanitaires pour les produits a été élaborée sur la base des lois suivantes de la Fédération de Russie: Loi sur l'action sanitaire et épidémiologique du 19 avril 1991; Loi n° 2-FZ sur la protection des droits des consommateurs du 9 janvier 1996 (modifiée le 17 décembre 1999); Principes fondamentaux de la législation de la Fédération de Russie n° 5487-1 sur la protection sanitaire du 22 juillet 1993 (modifiée le 2 mars 1998, le 20 décembre 1999 et le 2 décembre 2000); Loi n° 5151-2 du 10 juin 1993 sur la certification des produits et des services (modifiée le 27 décembre 1995, le 2 mars 1998 et le 31 juillet 1998); et Loi fédérale n° 2060-1 du 19 décembre 1991 sur la protection de l'environnement naturel (modifiée le 21 février 1992, le 2 juin 1993 et le 27 décembre 2000). Les certificats sanitaires sont délivrés par les centres fédéraux et régionaux du Gossanepidnadzor pour des produits spécifiques pour une durée de un à cinq ans, ils sont valables dans tout le territoire de la Fédération de Russie. Les prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits alimentaires sont

soumises à la Loi n° 2-FZ du 9 janvier 1996 sur la protection des droits des consommateurs (modifiée le 17 décembre 1999), et à la Résolution fédérale n° 1575 du 27 décembre 1996 sur la procédure à suivre pour s'assurer que les produits importés dans la Fédération de Russie comportent des étiquettes en langue russe (modifiée le 14 juillet 1997).

94. L'organisme chargé du contrôle vétérinaire des importations d'animaux vivants et des produits importés d'origine animale est le Ministère de l'agriculture (Service du contrôle vétérinaire). L'importation et la vente d'animaux vivants, de matières premières et de produits d'origine animale se fait sur la base d'un permis d'importation délivré par le Service du contrôle vétérinaire du Ministère de l'agriculture. En outre, un certificat sanitaire est requis pour l'importation et la vente de produits comestibles d'origine animale, conformément à la Loi n° 4979-1 du 14 mai 1993 sur la médecine vétérinaire. Les produits d'origine animale et les animaux vivants doivent être accompagnés d'un certificat vétérinaire du pays exportateur et dédouanés par le Service du contrôle vétérinaire. Le certificat énonce une liste de maladies, de micro-organismes et de substances toxiques dont la présence est interdite dans les produits alimentaires ou dans les animaux. L'élaboration et l'approbation de ces certificats, en règle générale, font l'objet de négociations bilatérales entre les services vétérinaires russes et le pays exportateur. Les recommandations de l'Office international des épizooties et les recommandations médicales et biologiques concernant la qualité des matières premières et des aliments sont prises en compte. Dans certains cas, en accord avec le pays exportateur, le Service du contrôle vétérinaire envoie ses experts dans le pays en question pour effectuer des vérifications sur les conditions vétérinaires, sanitaires et d'hygiène existantes pour la production de produits comestibles d'origine animale, ainsi que des contrôles des systèmes d'inspection et de stockage utilisés. Les produits importés sur la base d'un certificat et d'un permis acceptés par le Service du contrôle vétérinaire font l'objet d'une inspection par les services vétérinaires à la frontière. En cas de différence avec les normes, des analyses approfondies sont effectuées en laboratoire. Pour les marchandises ayant passé la frontière, le certificat vétérinaire est remplacé par un permis vétérinaire valable dans la Fédération de Russie. En cas de non-conformité avec les prescriptions vétérinaires, la cargaison peut soit être désinfectée soit se voir refuser l'entrée en Russie (voir les documents de référence 9, 10, 11, 13 et 14 pour de plus amples détails sur le contrôle sanitaire, vétérinaire et phytosanitaire obligatoire, la certification obligatoire et les frais de certification).

#### **Mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC)**

95. La Loi fédérale n° 160-FZ sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie, adoptée le 9 juillet 1999, ne prévoit pas de mesures incompatibles avec les dispositions de l'article III ou XI du GATT de 1994 ni de mesures correspondant à la liste exemplative des MIC selon le paragraphe 2 de l'article 2 des MIC. La loi prévoit que les renseignements sur toutes les mesures affectant les

investisseurs étrangers doivent être publiés. Elle donne au gouvernement et aux pouvoirs locaux le pouvoir d'accorder aux investisseurs étrangers un régime plus favorable prenant en compte l'intérêt économique général de la Russie. Comme la loi fixe des critères pour ce régime plus favorable, les autorités infrafédérales peuvent établir ces critères elles-mêmes. De ce fait, ces pouvoirs infrafédéraux sont habilités à appliquer n'importe quelle mesure à condition qu'elle soit de leur compétence et qu'elle concerne le budget infrafédéral. La loi sur le partage de la production oblige les investisseurs étrangers qui prennent part à des plans de partage de la production en Russie à passer une certaine proportion de leurs commandes à des sociétés russes ou étrangères enregistrées aux fins de perception des impôts en Russie, mais l'utilisation de marchandises produites localement n'est pas requise.

### **Entreprises commerciales d'État**

96. Des renseignements ont déjà été fournis au Groupe de travail en vertu de l'article XVII du GATT de 1994 (WT/ACC/RUS/18); ils indiquent que cinq entreprises commerciales d'État existent dans la Fédération de Russie. De l'avis du gouvernement russe, il n'y a pas d'autre entreprise de ce genre en Russie, soit publique soit privée, qui se soit vu accorder des droits exclusifs ou spéciaux ou des privilèges incluant des pouvoirs réglementaires ou constitutionnels dont l'exercice peut avoir une incidence sur le niveau ou sur la provenance des importations ou la destination des exportations. Leur liste se limite aux secteurs de l'énergie (trois) et du diamant naturel brut (deux).

97. Ces entreprises, auxquelles ont été accordés des droits exclusifs ou spéciaux ou des privilèges dont l'exercice a une incidence sur le niveau ou sur la provenance des importations ou la destination des exportations, font leurs achats et leurs ventes sur la base de considérations commerciales.

98. Concernant le commerce des produits agricoles, en vertu de la Résolution n° 1224 du 26 septembre 1997, l'Office fédéral pour la réglementation du marché des produits alimentaires remplace la Société fédérale de l'alimentation avec un cadre institutionnel et légal modifié. La mission du nouvel organisme comprend, entre autres, la surveillance des marchés des produits agricoles, l'encouragement de la concurrence, l'assistance pour l'achat de marchandises de base sur le marché agricole et le rôle d'un agent officiel (organisme acheteur) afin de maintenir les réserves alimentaires actuelles du gouvernement russe. Les achats de produits et les interventions sur des marchandises de base doivent être effectués non par l'organisme mais exclusivement par les entités commerciales par l'intermédiaire d'appels d'offres publics. Ainsi, l'organisme n'a pas d'influence sur les échanges (importations et exportations).

### **Zones franches, zones économiques spéciales**

99. Bien que la législation russe prévoit l'établissement de zones de libre-échange, ces zones ne sont pas devenues significatives pour le régime de commerce extérieur de la Fédération de Russie. Une seule zone économique spéciale en Russie a en fait été créée en tenant compte de la situation géographique spécifique de la région de Kaliningrad. C'est l'administration de la région de Kaliningrad qui dirige cette zone d'activité économique spéciale. En vertu de la Loi fédérale n° 13-FZ du 22 janvier concernant cette zone (modifiée le 27 décembre 2000), toutes les marchandises (à l'exclusion des marchandises visées par des restrictions quantitatives) importées dans la région de Kaliningrad sont exemptées de droits de douane (à l'exclusion des impositions). Cependant, si ces marchandises sont ultérieurement exportées vers d'autres régions de la Fédération, les droits d'importation sont exigibles dans leur intégralité, sauf pour les marchandises transformées ou réputées avoir été transformées dans la région de Kaliningrad. Il existe une législation qui prévoit l'établissement d'une zone économique spéciale dans la région de Magadan et à Nakhodka, mais ces zones ne sont pas encore en activité.

### **Transit**

100. Actuellement, le transit des marchandises à travers le territoire de la Fédération de Russie est exempté de redevances douanières, droits de douane, TVA et droits d'accise. La Fédération de Russie accorde la liberté de transit sur son territoire comme prescrit par l'article V du GATT de 1994 ainsi que sur la base des traités internationaux auxquels elle est partie. Les seules impositions perçues sont les frais de transport proportionnés aux frais administratifs ou au coût des services rendus.

### **Politique agricole**

101. Le gouvernement applique la politique agricole en s'efforçant de résoudre les problèmes rencontrés par le secteur agricole russe tout en tenant compte des tendances de la production et du commerce agricole mondiaux, des politiques agricoles des Membres de l'OMC, en particulier celles des principaux partenaires commerciaux de la Russie et des prescriptions de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture.

102. Les objectifs prioritaires de la politique sont les suivants:

- transformation structurelle et amélioration de la situation financière du secteur;
- mise en place d'une réforme agraire globale sur la base de la nouvelle législation en cours de préparation;

- augmentation substantielle de la production et de la productivité agricoles;
- garantie de la sécurité alimentaire;
- accroissement d'une concurrence loyale sur les marchés agricoles nationaux, à la fois entre les producteurs et négociants agricoles nationaux et entre les produits importés et les produits d'origine nationale;
- fourniture d'une aide sociale à la population rurale, en particulier les populations pauvres des zones rurales, afin de renverser les tendances démographiques défavorables dans ces zones; et
- adoption d'une réglementation efficace du marché des produits alimentaires pour éviter une fluctuation excessive des prix.

103. La mise en œuvre de la politique agricole exigera un certain nombre de mesures de soutien, y compris celles entrant dans la catégorie de la MGS dans le cadre de l'Accord sur l'agriculture, comme décrit dans le document WT/ACC/SPEC/RUS/16. L'allègement de la dette et sa restructuration impliqueront la passation par pertes et profits des créances douteuses et l'imputation des autres dettes des entreprises et organisations agricoles sur les budgets fédéraux, infafédéraux et locaux, ainsi que sur les crédits non budgétaires de l'État, soit un montant total de 170 milliards de roubles.

104. Les mesures d'allègement et de restructuration de la dette sont les suivantes:

- allègement des dettes;
- report des dettes;
- restructuration des dettes contractées par les producteurs agricoles auprès de leurs fournisseurs.

105. **Mise en place d'un système de crédit dans l'agriculture.** Le gouvernement a l'intention de bonifier un quart du taux d'intérêt pour les prêts à court terme. Le système de crédit agricole prévoit des prêts à long terme pour couvrir les besoins en immobilisations, par exemple équipements et machines agricoles. Le gouvernement a l'intention d'accorder ces prêts par l'intermédiaire d'un fonds de crédit-bail.

106. **Réglementation des marchés agricoles.** Pour quelques produits agricoles, le gouvernement a l'intention de faire appel à des marchés publics spéciaux et à des interventions sur des produits sur

une échelle modeste afin de soutenir les revenus des producteurs en cas de brusques fluctuations des prix.

107. **Système d'assurance des récoltes.** En 2001, le gouvernement a l'intention de payer 50 pour cent des versements des assurances.

108. **Subventions aux facteurs de production.** Pour le carburant, les lubrifiants, les engrais, etc.

109. **Subventions à l'investissement.** Les besoins en subventions à l'investissement, surtout pour les immobilisations des entreprises agricoles, ont été estimés à 177 milliards de roubles en 1999. Des dépenses supplémentaires seraient aussi prévues pour la mise en place de programmes fédéraux "cibles", à savoir 35,9 milliards de roubles.

110. **Subventions à la production.** Le gouvernement a l'intention d'utiliser ces subventions comme instruments pour stimuler un accroissement de la production des principaux produits agricoles afin d'assurer la sécurité alimentaire et de soutenir la population rurale. Les subventions seront calculées en fonction de la quantité de marchandises produites.

111. **Subventions à l'exportation.** Compte tenu de facteurs tels que la géographie de la production agricole en Russie, l'immensité du territoire national, le degré de développement du système de transport et des infrastructures soutenant l'exportation des produits agricoles, l'utilisation de subventions à l'exportation par certains des principaux partenaires de la Russie ainsi que les conditions existantes de la concurrence sur les marchés agricoles mondiaux, le gouvernement en est venu à la conclusion qu'il pourrait avoir recours à des subventions à l'exportation compatibles avec l'Accord sur l'agriculture. Par conséquent, la Russie entend se réserver le droit d'utiliser des subventions à l'exportation sous réserve: a) de réductions convenues avec les Membres de l'OMC sur une période fixée, et b) des résultats possibles sur les subventions à l'exportation des nouvelles négociations sur l'agriculture en cours au sein de l'OMC.

112. Les informations sur divers aspects de la politique agricole de la Russie sont présentées, entre autres, dans les documents WT/ACC/RUS/SPEC/17 et Add.1.

## **RÉGIME COMMERCIAL DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE**

### **Généralités**

113. Le système national de protection des droits de propriété intellectuelle correspond aux normes internationales de base dans ce domaine, notamment aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. L'orientation générale de la politique de la Fédération de Russie en matière de propriété intellectuelle

est déterminée par la Constitution de la Fédération (clause 1 de l'article 44), qui prévoit *erga omnes* que la liberté de création littéraire, artistique, scientifique, technique et autre activité créatrice, ainsi que d'enseignement, garantie à toute personne et qui stipule que la propriété intellectuelle est protégée par la loi. L'ensemble du système législatif en vigueur contribue à la réalisation de ce droit constitutionnel. Un certain nombre d'accords internationaux auxquels la Fédération de Russie est partie forment un élément essentiel de ce système.

114. La Fédération de Russie accorde le traitement national aux personnes morales et physiques des pays qui sont parties à des conventions prescrivant ce traitement (plus particulièrement, la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle, la Convention universelle sur le droit d'auteur et la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques), à la fois directement en application de ces conventions (en vertu de la clause 4 de l'article 15 de la Constitution de la Fédération de Russie, les accords internationaux sont directement applicables et ont la primauté) et conformément aux dispositions pertinentes des lois de la Fédération de Russie (en particulier, les articles 36 et 37 de la Loi n° 3517-1 FZ du 23 septembre 1992 sur les brevets, les articles 47 et 48 de la Loi n° 3520-FZ du 23 septembre 1992 sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine, l'article 3, la clause 1 de l'article 5 et la clause 4 de l'article 35 de la Loi n° 5351-1 FZ du 9 juillet 1993, sur le droit d'auteur et les droits connexes, l'article 7 de la Loi n° 3523-1 du 23 septembre 1992 sur la protection juridique des programmes d'ordinateurs et des bases de données, les articles 13 et 14 de la Loi n° 3526-1 du 23 septembre 1992 sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés).

115. L'application du traitement de la nation la plus favorisée (avec des exceptions concernant les avantages accordés par la Russie en application de certains accords, notamment les accords avec les pays de la CEI) sur la propriété intellectuelle est prévue dans les accords que la Fédération de Russie a conclus avec la Suisse et l'Union Européenne. Pour plus d'informations sur le régime des ADPIC en Russie, voir WT/ACC/RUS/41, WT/ACC/RUS/29 et WT/ACC/RUS/29/Rev.1.

#### **Droit d'auteur et droits connexes**

116. D'une manière générale, les dispositions de la législation russe relatives au droit d'auteur (y compris celles qui concernent la protection des programmes d'ordinateur et des bases de données) sont conformes aux dispositions de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (y compris l'article 6*bis*) et aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC concernant le droit d'auteur. En même temps, conformément à la déclaration faite par le gouvernement de la Fédération de Russie lorsqu'il est devenu partie à la Convention de Berne, les dispositions de cette dernière ne sont pas appliquées aux œuvres littéraires et artistiques qui, lors de l'entrée en vigueur de la



Convention dans la Fédération de Russie, sont tombées dans le domaine public. En vertu de l'article 28 de la Loi n° 3531-1 FZ du 9 juillet 1993 sur le droit d'auteur et les droits connexes, les œuvres pour lesquelles la durée de protection du droit d'auteur a expiré, ainsi que les œuvres pour lesquelles la protection du droit d'auteur n'a jamais été accordée dans la Fédération de Russie relèvent du domaine public. De nouveaux amendements à cette loi mettront les dispositions portant sur la protection rétroactive en conformité avec les prescriptions respectives de la Convention de Berne et de l'Accord sur les ADPIC.

### **Marques de fabrique et de commerce, y compris les marques de service**

117. D'une manière générale, les dispositions de la législation russe concernant la protection des marques de fabrique ou de commerce et des marques de service sont conformes aux dispositions de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC, à l'exception des dispositions concernant la protection additionnelle des marques notoirement connues pour des marchandises non similaires. Ces dispositions seront prises en compte lorsque les modifications de la Loi de la Fédération de Russie sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine seront approuvées.

### **Indications géographiques, y compris les appellations d'origine**

118. Avant 1992, la protection des indications géographiques en Russie reposait principalement sur la conception selon laquelle toute indication géographique fautive constituait une forme de concurrence déloyale ou une violation des droits des consommateurs (ce qui était du ressort, respectivement, des organismes antitrust et des tribunaux).

119. En outre, depuis 1992, une catégorie d'indications géographiques très importante – les appellations d'origine – font l'objet d'une protection particulière fondée sur l'enregistrement de l'appellation d'origine selon une procédure énoncée dans la Loi de la Fédération de Russie sur les marques de fabrique ou de commerce, les marques de service et les appellations d'origine.

120. D'une manière générale, les dispositions en vertu desquelles les indications géographiques sont protégées sont conformes aux dispositions de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC. Les nouveaux amendements à la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce tiendront compte des dispositions de l'Accord sur les ADPIC concernant la protection additionnelle des indications géographiques pour les vins et liqueurs selon lesquelles elle est accordée uniquement aux appellations d'origine qui sont enregistrées selon la procédure établie.

### **Inventions et dessins et modèles industriels**

121. D'une manière générale les dispositions de la Loi de la Fédération de Russie sur les brevets concernant la protection des inventions et des dessins et modèles industriels sont conformes à la Convention de Paris et aux dispositions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC. Le projet de loi portant modification de la Loi sur les brevets a pris en considération les dispositions de l'Accord sur les ADPIC concernant l'utilisation d'inventions sans l'autorisation du détenteur du brevet ("régime de licences obligatoires").

### **Protection des obtentions végétales et des races animales (produits de sélection)**

122. Les obtentions végétales et les races animales sont protégées en vertu de la Loi de la Fédération de Russie n° 5605-1 FZ du 6 août 1993 sur les produits de sélection. Les dispositions de cette loi sont conformes à l'Accord sur les ADPIC et à la Convention de l'UPOV. La Fédération de Russie est devenue membre de l'UPOV en 1998.

### **Schémas de configuration de circuits intégrés**

123. Les schémas de configuration de circuits intégrés sont protégés en vertu de la Loi de la Fédération de Russie sur la protection juridique des schémas de configuration de circuits intégrés. D'une manière générale, les dispositions de cette loi sont conformes aux dispositions du Traité sur la propriété intellectuelle en matière de circuits intégrés (Traité de Washington), bien que la Russie ne soit pas partie audit traité. De plus (par rapport au Traité de Washington), les prescriptions pertinentes de l'Accord sur les ADPIC ont été prises en considération dans un projet de loi portant modification de la Loi sur les schémas de configuration des circuits intégrés qui sera présenté.

### **Protection des renseignements non divulgués, y compris les secrets commerciaux et les données d'essais**

124. La protection des renseignements non divulgués, telle que prévue à la section 7 de l'Accord sur les ADPIC, est assurée dans la législation russe par l'article 139 du Code civil. En particulier, l'article 139 stipule que les fonctionnaires ayant obtenu illégalement des renseignements qui constituent des secrets officiels ou commerciaux sont passibles de sanctions. L'obtention, l'utilisation ou la divulgation de renseignements scientifiques, techniques, de production ou commerciaux, y compris les secrets commerciaux, sans le consentement du détenteur sont interdites en vertu de l'article 10 de la Loi fédérale n° 948-1 du 23 mars 1991 sur la concurrence et la limitation de l'activité monopolistique sur les marchés des produits de base.

## MESURES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES

125. Le marché russe des services n'a commencé à se développer que dans la première partie des années 90 à la suite du processus national de réformes du marché et des privatisations, ainsi que de la libéralisation de tout le système des relations économiques de la Fédération de Russie. Le développement du marché des services a conduit à une augmentation substantielle de sa part dans le PNB national, pour atteindre environ 54 pour cent en 1999 (28 pour cent en 1991). Bien que la part de la Russie dans le commerce mondial de services ne soit pas encore importante, la contribution des services au commerce total du pays n'est pas négligeable (en 1999, la part de la Russie dans le commerce des services dépassait 1 pour cent). Cependant, la balance du commerce extérieur des services est traditionnellement négative, avec des exportations s'élevant à 9 040 milliards de dollars EU et des importations s'élevant à 12 829 milliards de dollars EU en 1999 (données basées sur la balance des paiements).

126. La réforme de l'économie russe au cours des dix dernières années a créé certains secteurs de services en Russie et a contribué également au développement des secteurs de services existants. En même temps, les fournisseurs de services dans certains secteurs travaillent avec des cadres institutionnels et réglementaires insuffisants et souffrent de la structure instable du marché. En tant qu'industries naissantes, ces secteurs de services sont soumis à des variations économiques et sociales positives et négatives qui peuvent avoir une incidence grave sur l'économie dans son ensemble. Si les variations négatives l'emportent, la Fédération de Russie doit pouvoir faire appel à certaines mesures temporaires visant à maintenir un environnement concurrentiel normal, l'équilibre et l'intégrité des marchés, la stabilité sociale et l'emploi. L'application de ces mesures est limitée dans le temps jusqu'à ce que les facteurs ayant déclenché leur utilisation aient disparu. Si des disciplines multilatérales concernant des questions pertinentes sont acceptées, la Fédération de Russie est disposée à apporter les ajustements correspondants aux mesures mentionnées et aux engagements russes spécifiques.

127. L'ouverture des marchés de services de la Russie a conduit à une augmentation substantielle des activités des fournisseurs étrangers de services. La part des fournisseurs étrangers dans les services de transport routier international des marchandises est passée pendant les périodes 1991 à 1992 et 1998 à 1999 de 25 à plus de 75 pour cent. Une société de vérification d'audit à participation étrangère contrôle plus de 38 pour cent du marché intérieur des services d'audit et, d'après les estimations disponibles, des sociétés à participation étrangère contrôlent plus de 60 pour cent du marché. Le marché de la franchise est presque entièrement contrôlé par des fournisseurs étrangers. Le volume des services touristiques fournis en Russie aux touristes étrangers s'est élevé en 1998 à 4,9 milliards de dollars EU et les touristes russes voyageant à l'étranger ont consommé 8 milliards de dollars EU en services. Dans l'ensemble, la concurrence étrangère contribue à faire renaître l'activité

des fournisseurs russes de services et stimule le développement de "nouveaux" secteurs de services. Cependant, dans certains secteurs clés (transport - en particulier maritime -, assurance, communication), les fournisseurs russes souffrent de la concurrence étrangère.

128. L'évolution économique des services est soutenue par le processus législatif. Nombre de lois et réglementations, nécessaires pour établir un cadre légal à la fourniture de services en général (comme le Code civil ou la Loi sur les investissements étrangers) ou dans des secteurs spécifiques (comme la Loi sur les banques et les activités bancaires), ont été adoptées. Cependant, le dynamisme du marché des services ne se reflète pas encore, de façon adéquate dans le système réglementaire. La crise bancaire russe d'août 1998 a résulté, du moins en partie, de méthodes inadéquates et d'un manque d'arrangements prudentiels efficaces dans les activités bancaires, du fait que le système financier interne était fortement tributaire de la situation des marchés de capitaux étrangers à court terme. De plus, le développement de systèmes de réglementation dans certains secteurs de services est lié à l'adoption de lois de base encore politiquement sensibles sur le statut de la terre aux fins de propriété et de transactions commerciales. D'autre part, des lois relatives au commerce dans d'autres secteurs, comme les services professionnels, ont été adoptées ou sont en cours d'élaboration. On peut s'attendre à ce que le cadre réglementaire de la Fédération de Russie régissant les secteurs de services soit pendant un certain temps l'objet d'un processus d'adaptation et d'amélioration à la lumière de l'expérience et des progrès faits dans le renforcement de la capacité nationale à fournir des services sur une base concurrentielle. Cela n'est pas en contradiction avec les dispositions de l'AGCS reconnaissant le droit des membres à réglementer et à introduire de nouvelles réglementations concernant la fourniture de services sur leurs territoires afin d'atteindre des objectifs de la politique nationale.

129. Conformément au cadre légal existant, certaines activités de services sont soumises à l'obtention de licences (voir le document de référence 12 pour de plus amples détails sur les particularités du système des licences pour certains types d'activité).

130. Les autorités russes sont au courant des négociations en cours au sein de l'OMC qui visent à développer des disciplines multilatérales sur les services afin d'éviter les effets des subventions qui faussent les échanges et de voir si les procédures compensatoires sont appropriées. Compte tenu du fait que la Fédération de Russie n'a pas pris part aux négociations en tant que participant à part entière et qu'elle n'a donc pas pu protéger de façon adéquate ses intérêts particuliers à cet égard, elle souhaitait se réserver le droit, dans l'attente des résultats de ces négociations, de maintenir des mesures de subvention conformément à la législation et à la pratique nationales et, à l'achèvement des négociations, d'ajuster ses engagements spécifiques sur les services de manière appropriée.

131. La Fédération de Russie exerce ses droits souverains sur les ressources minérales et du sous-sol, les ressources souterraines, sur tout le territoire de la Fédération de Russie, notamment les sous-sols et les ressources minérales incluses, l'énergie et autres ressources. Le sous-sol ne peut pas faire l'objet d'achat, de vente, de don, d'héritage, de dépôt, de gage ou d'aucune autre forme d'aliénation. Dans ce contexte, la Fédération de Russie développe un environnement commercial dans ce domaine afin de créer des conditions favorables pour les entreprises, d'encourager l'afflux de capitaux et de technologies et de faciliter l'accès aux ressources naturelles et du sous-sol sur la base d'accords de concessions et de partage de la production.

132. S'agissant des engagements de la nation la plus favorisée, la Fédération de Russie a conclu un nombre limité d'accords bilatéraux se rapportant au règlement de la dette et à des mesures d'assistance technique résultant des accords sur l'assistance juridique; à des mesures qui définissent la responsabilité en matière de préservation de la navigabilité des aéronefs (définie par des accords bilatéraux); à des mesures fondées sur des accords concernant les conditions régissant les activités sur le territoire de la Russie de la Severnity Investitsionniy Bank (Banque d'investissements du Nord) et la Tchernomorskiy Bank Torgovliy i Rasvitiya (Banque Tchernomorskiy du commerce et du développement) qui contiennent des dispositions préférentielles dans le cadre spécifique de ces accords. La Fédération de Russie a cru comprendre que les dispositions de l'OMC ne peuvent pas être interprétées de façon à empêcher la Russie de mettre en œuvre ces accords pendant leur durée de validité.

133. Le projet révisé de liste d'engagements spécifiques concernant les services de la Fédération de Russie a été présenté au Secrétariat de l'OMC au début de l'année 2001. Cette nouvelle liste s'appuie sur le fait qu'il est entendu que la Fédération de Russie se réserve le droit de décider de ses engagements au sujet de l'aide publique fournie sur une base non discriminatoire en fonction de la future définition des "services achetés à des fins gouvernementales" et conformément aux règles multilatérales qui pourront être établies dans le cadre de l'article XIII de l'AGCS.

134. Dans le but de protéger les intérêts des investisseurs, des déposants, des détenteurs de polices, de protéger la monnaie nationale de la Fédération de Russie et d'assurer la stabilité et l'intégrité du système financier, la Fédération de Russie n'exclue pas la possibilité d'appliquer des mesures visant toute transaction portant sur des instruments de la dette interne de la Fédération de Russie et de se procurer des crédits ou des prêts sur les marchés financiers internationaux en émettant et en plaçant des obligations et autres titres à émission hors du territoire de la Fédération de Russie.

## **ACCORDS DE LIBRE-ÉCHANGE ET D'UNION DOUANIÈRE**

135. Conformément aux accords bilatéraux sur le libre-échange avec les pays de la CEI et avec la République fédérative de Yougoslavie, l'importation de marchandises (y compris les produits agricoles) originaires de ces pays sur le territoire douanier de la Fédération de Russie n'est pas soumise à des droits de douane. Ces préférences sont accordées sur la base d'un certificat d'origine, à condition que l'exportateur soit résident du pays exportateur.

136. Un certain nombre d'accords ont été signés entre la Fédération de Russie et la République du Bélarus, la République du Kazakhstan, la République du Tadjikistan et la République kirghize. L'objectif de ces accords est de former par étapes une union douanière entre les signataires.

137. La formation de cette union douanière en est à son étape initiale. Le commerce avec ces pays se fait actuellement selon les modalités et conditions d'un régime de libre-échange.

138. À partir de la date de son accession, le gouvernement respectera dans ses accords de commerce les dispositions de l'OMC, y compris l'article XXIV du GATT de 1994 et il fera en sorte que soient respectées les dispositions de ces Accords de l'OMC en matière de notification, de consultation et autres prescriptions concernant les zones de libre-échange et les unions douanières dont la Russie est membre.

### **Accords sectoriels**

139. Les accords de commerce conclus dans des secteurs spécifiques avec plusieurs Membres de l'OMC entrent dans la définition des accords de limitation volontaire des exportations et visent différents produits comme l'acier et les produits en acier, certains engrais, certains textiles et les armes de sport. Tous ces accords ont été conclus à la suite de demandes de partenaires commerciaux de la Russie. La Fédération de Russie n'a pas l'intention de maintenir ces accords qui sont en porte-à-faux avec ses engagements dans le cadre de l'OMC, et elle envisage de proposer aux autres parties prenantes, soit de les mettre en conformité avec l'OMC, soit de résilier ces accords à partir de la date d'accession de la Russie à l'OMC.

### **Transparence**

140. L'article 15 de la Constitution prévoit que les lois doivent être publiées officiellement. Des lois non publiées ne sauraient être utilisées. Les textes législatifs normatifs concernant les libertés et les droits de l'homme, les devoirs de l'homme et du citoyen ne peuvent pas être utilisés s'ils ne sont pas publiés officiellement pour être portés à la connaissance de tous.

141. Le principe constitutionnel de publication obligatoire des textes législatifs est défini dans la Loi constitutionnelle fédérale n° 2 du 17 décembre 1997 sur le gouvernement de la Fédération de Russie (modifiée le 31 décembre 1997), dans la Loi fédérale n° 5-FZ du 14 juillet 1994 sur la procédure de publication et d'entrée en vigueur des lois constitutionnelles fédérales, dans les lois fédérales, les instruments des chambres de l'Assemblée fédérale, et dans le Décret présidentiel n° 763 du 23 mai 1996 sur la procédure de publication et d'entrée en vigueur des déclarations du Président de la Fédération de Russie, du gouvernement de la Fédération de Russie et des textes législatifs des organes exécutifs fédéraux. Conformément à ladite législation, seules les lois constitutionnelles fédérales, les lois fédérales, les instruments des chambres de l'Assemblée fédérale officiellement publiés sont mis en application sur le territoire de la Fédération de Russie. La "Parlamentskaya Gazeta" (la Gazette du Parlement), la "Rossijskaya Gazeta" (la Gazette russe) ou la Sobranie Zakonodatelstva Rossijskoj Federatsii" (la législation complète de la Fédération de Russie) sont les publications officielles des lois et textes susmentionnés.

---